



PHOTO AFP

Comme chaque année, à Paris, les Champs-Élysées ont été éclairés pour le temps des Fêtes.

Noël à Paris

La célébration de la famille et de la grande bouffe



LOUIS-BERNARD
ROBITAILLE

collaboration spéciale
PARIS

Il y a un jour dans l'année à Paris où ne paraît aucun journal, et c'est le 1er mai, fête des Travailleurs comme chacun sait. Il y a un soir — et un seul — dans l'année où il ne faut pas espérer faire la fête dans cette capitale où par ailleurs on peut se livrer à tous les genres de débauche sept jours sur sept et 24 heures sur 24 : c'est Noël, et plus exactement la nuit du 24 au 25. Ce soir-là, à Paris comme à travers la France, il s'agit de la célébration sacrée de la famille, et de rien d'autre. Malheur, pendant ces 24 ou 36 heures fatidiques, aux célibataires essayés et aux étrangers expatriés. La quasi-totalité des bons restaurants et des

cafés bien fréquentés ferment leur porte pour l'occasion. Ce qui reste ouvert le soir du 24 — et le nombre augmente sans doute d'année en année —, c'est le bistrot anonyme et sans intérêt, ou alors le restaurant à vocation touristique, qui affiche des « menus réveillon » très chers et généralement sinistres. Même des boîtes de nuit très chic du genre Castel — et qui ont une clientèle d'habitues — sont presque vides. Même les « Bains », rendez-vous de la mode, des mannequins, donc forcément cosmopolite, tournent au ralenti.

Ce soir-là, il arrive que des « exclus » — un psychanalyste d'origine algérienne, un journaliste new-yorkais vivant à Paris, ou même un Français un peu marginal — organisent une fête avec d'autres « exclus ». Mais ce sera forcément en petit comité. Car chacun sait que tout-le-monde, ce soir-là, est ailleurs : dans sa famille immédiate. C'est très certainement le plus mauvais soir de l'année pour lancer des invitations :

« tout le monde vous repondra qu'il part pour trois jours en province voir sa mère ou son père, ou les deux, mais qu'il se fera un plaisir de répondre à une invitation similaire, pour peu qu'elle se situe le 31 décembre. La Saint-Sylvestre est en effet par définition la fête païenne, l'occasion de réunir les amis et copains, de boire beaucoup et même de cultiver des projets de stupre.

« Il y a deux dates sacrées dans l'année, me dit une journaliste du « Monde » : le réveillon de Noël, et la Fête des mères, qui se fête le dimanche midi. » Elle-même, mère de deux enfants et installée en ménage avec un monsieur qui n'est pas le père, fêtera une première fois Noël « à quatre » le 25 au soir (cadeaux et cie). Mais le 24, elle prendra impérativement le train pour se rendre dans la ville de province où se réunit sa famille : « Cette année, j'ai vaguement effleuré auprès de ma mère la possibilité de ne pas y aller pour le 24 : j'ai dû faire machine arrière au bout de trente secondes ! sous peine de drame

majeur ! » Le conjoint morganatique, de son côté... ira passer le réveillon avec sa vieille maman. Et il en va ainsi de quelques dizaines de millions de familles françaises. En province même, les mouvements de population sont moins spectaculaires, car les familles sont moins dispersées. Mais à Paris, on assiste à une véritable transhumance de masse, avec gares et aéroports pris d'assaut, la SNCF qui ajoute des centaines de trains à son programme habituel. Inutile de dire que, même quand la fatalité fait coïncider Noël et le premier de l'An avec un dimanche, il ne faut pas non plus faire de grands projets de travail entre ces deux dates : la ville entière de Paris s'est mise en état de veille, et tous les bureaux repètent invariablement que Monsieur Duschnoll reviendra sans faute... le 2 janvier.

Ce n'est pas au Québec qu'on s'étonnera de ce que le réveillon français comporte des plats traditionnels. La seule différence étant peut-être qu'en France les plats incontournables sont faits de produits chers et de

luxe. A Paris, mais aussi bien dans les plus petites villes de province, le commerce de l'épicerie fine et des traiteurs atteint une sorte d'apothéose, et même les milieux modestes sont de la partie. La dinde, mais aussi le canard et le chapon sont des volatiles fort populaires en cette occasion, et on y rajoute éventuellement de la truffe (à 3000 \$ le kilo) pour être sûr de se ruiner. Dans beaucoup de familles, le plat principal peut varier, mais il se doit d'être exceptionnel. Il sera suivi, presque automatiquement d'une bûche (il y en a des dizaines de versions). Mais surtout précède, soit de foie gras, soit d'huitres, soit moins souvent de saumon fumé. Et bien entendu le champagne coulera à flot, depuis la modeste cuvée à 15 \$ jusqu'aux plus nobles bouteilles à 50 \$.

En France, Noël est la fête de la famille « nucléaire », de la grande bouffe, et aussi l'occasion annuelle de montrer — même si on n'a pas soi-même beaucoup d'argent — que l'argent ne compte pas.

Noël à New York

À minuit, les chrétiens ont peur

RICHARD HÉTU
collaboration spéciale
NEW YORK

La messe de minuit est une tradition qui se perd à New York. Ce n'est pas que les chrétiens de la métropole américaine soient moins croyants qu'ailleurs. C'est juste que plusieurs d'entre eux ont peur de s'aventurer dans la rue après neuf heures le soir. La veille de Noël comme les autres jours de l'année.

Il faut peut-être les comprendre. Même si le taux de criminalité local a baissé trois fois plus rapidement que le taux national au cours des six premiers mois de l'année, New York continue d'être dépeinte de façon négative par les tabloids locaux et les séries de télévision. Pourtant, les bonnes nouvelles ne manquent pas. La ville, entre autres, ne fait plus partie de la liste des 25 villes les plus meurtrières des États-Unis. Mais la peur est une affaire subjective.

Aussi, dans les quartiers réputés pour leur violence, plusieurs églises tiendront leur dernier service de la journée à 19 h ou à 20 h. C'est le cas de l'église catholique St. Martin of Tours, du Bronx, ou un paroissien a offert cette explication, dimanche dernier.

« C'est triste, mais à moins d'être escorté par un policier ou un tank Sherman, les rues du quartier ne sont pas sûres », a déclaré Paul Robson.

La situation consterne le révérend Patricia Reeborg, du Conseil des Églises de New York. Sans pouvoir donner de statistiques précises, elle confirme que le nombre de paroisses et

de congrégations sans messe de minuit augmente annuellement. Elle exprime son regret sur un ton nostalgique.

« Il y a un moment d'attente délicate qui précède la célébration de la naissance de notre Sauveur, dit-elle. Ça me manque. La messe de minuit fait partie de notre héritage spirituel et culturel. »

Mais la ville qui se vante de ne jamais dormir n'abandonnera pas complètement une des traditions chrétiennes les plus populaires. Ainsi, les deux plus grandes églises catholiques de New York, les cathédrales St. Patrick et St. John the Divine, auront leur messe de minuit. Leurs célébrations sont tellement populaires que les deux églises distribuent à l'avance des billets gratuits pour éviter la cohue.

La messe de minuit sera également célébrée dans quelques églises situées dans des quartiers défavorisés. Le père John Peyton, de l'église catholique St. Rita, de Brooklyn, est l'un de ceux qui n'a pas l'intention de se laisser intimider.

Il ne veut cependant pas exposer ses paroissiens à des risques inutiles. Il les a encouragés à venir à l'église en groupe. Ceux qui se déplaceront en voiture n'auront pas à se faire du mauvais sang pendant le service. Le curé a mis sur pied des patrouilles pour tenir les voleurs de radio à distance.

Minuit chrétien, c'est l'heure solennelle... où les New-Yorkais continuent d'avoir peur...

NICOLAS MESLY
collaboration spéciale
SANTIAGO

Sur la Plaza de Armas, ils sont une dizaine de pères Noël fraîchement arrivés du pôle Nord. Ils auraient pu venir du pôle Sud, c'est beaucoup plus proche. Mais le père Noël chilien vient aussi du Grand Nord, avec son traîneau tiré par des rennes et une grosse poche pleine de cadeaux.

Noël ici, c'est la fête des enfants. Ils sont photographiés chacun leur tour sur les genoux des célèbres grand-pères rouges. La sueur gicle sous leurs grosses barbes blanches.

Il fait 34 degrés Celsius à l'ombre ! C'est comme si Noël avait lieu en plein mois de juillet au Canada.

En ce moment, ils aimeraient tous avoir sur la tête un bonnet de neige éternelle, semblable à celui que porte les sommets de la cordillère des Andes qui encerclent Santiago. Mille pesos la photo (3 dollars), un salaire bien mérité.

La fête des enfants

Le 24 décembre au soir avant ou après la messe — elle n'est pas à minuit mais à 20 h — ils débelleront leurs cadeaux. Certains recevront un

Noël à Santiago

À 34° Celsius à l'ombre, la sueur gicle sous les grosses barbes blanches des pères Noël

pistolet à eau, d'autres un jeu vidéo Nintendo ou une auto : ça dépend des quartiers. Dans ceux de Las Condes, Vitacura, La Reina, les quartiers les plus riches, l'Église catholique organise la distribution de paniers pour les pauvres, car Noël c'est aussi la fête du partage. L'Église catholique est un pouvoir influent au Chili, comme au Québec durant les années 50.

On achète surtout des provisions que l'on remet au prêtre qui se chargera de les distribuer. D'autres, comme Carmen Gloria Solis, mère de famille à revenu moyen, se déplace pour faire un don.

— Maman, je veux une nouvelle bicyclette !

Vicente a neuf ans. C'est l'âge où on doute de l'existence du père Noël.

— Il existe pour vrai le père Noël ?

— Il existe si tu veux qu'il existe.

Ils partent, la mère et le fils, avec dans le coffre de l'auto la vieille bicyclette réparée. Ils roulent dans des quartiers moins bien munis. Ils s'arrêtent et demandent si un enfant a besoin d'une bicyclette. Beaucoup de gamins en possèdent déjà une. Finalement, on en trouve un qui se promène à pieds.

— Gracias ! Gracias !

Vicente est content d'avoir fait un heureux. Mais il ne pensait pas qu'il aurait tant de difficulté à se débarrasser de sa bécanne.

Noël la fête des enfants. L'immense père Noël du magasin Falabella (l'équivalent de La Baie), en plastique et d'une hauteur de trois étages, est gonflé à bloc dans la rue pas très loin de la Plaza de Armas. C'est une des seules décorations de Santiago où il n'y a pas de guirlandes électriques, rouges et dorées, qui habillent les rues.

Noël et le jour de l'an sont aussi précurseurs de l'exode des grandes vacances — deux mois — de la fin décembre à la fin février. Dans quelques heures, Santiago sera vide, d'un calme après la tempête. La circulation meilleure et l'air aussi.

Noël, on le passe dans sa famille. Si vous êtes séparés, vous devriez passer la Noël quand même ensemble, car il n'y a pas de loi sur le divorce (influence Église catholique !) Et si vous êtes tout seul, sans famille, sans personne, et ils sont nombreux à Santiago, Noël n'est pas blanc mais noir.

Au réveillon, on mange de la dinde, injectée au beurre ou au jus de pommes, avec de la compote. Il n'y a pas de vrais arbres de Noël à la bonne odeur envahissante de pin dans les maisons. Leur coupe est interdite et les amendes élevées. C'est une mesure de protection de la forêt instaurée par... le général Pinochet. Ceux qui tiennent à un arbre entier en ont un... en plastique.

Priorité à la paix

Deux événements récents ont marqué nos vies de façon significative.

Le premier de ces moments, c'est la terrible maladie qui a frappé le chef du Bloc québécois, M. Lucien Bouchard. Les citoyens, apprenant avec stupeur qu'il luttait contre un mal dévorant et presque inévitablement mortel, ont fait la trêve, dans un élan de fraternité presque magique, pour exprimer leur sympathie à M. Bouchard, à sa femme et à ses enfants. Ils ont oublié le politicien pour penser à l'homme, ils ont oublié leurs divisions pour découvrir la solidarité.

Le deuxième événement, encore présent dans la conscience et dans le souvenir de tout le Québec, c'est le drame des quatorze étudiantes de Polytechnique, dont on commémorait, en ce début de décembre, le cinquième anniversaire.

Ce sont là des événements qui, en plus de frapper les victimes et de toucher personnellement leur entourage, ont pris une dimension publique insoupçonnée. Ils ont fait découvrir à chacun d'entre nous la fragilité de notre propre vie et de celle de nos proches, ainsi que la fragilité de notre vie sociale dont il faut protéger l'intégrité.

Ces événements, s'ils comportent un retentissement considérable, ne sont pas, hélas!, uniques. Ils servent cependant à cristalliser dans l'inconscient collectif tous ces drames plus obscurs mais tout aussi réels, qui surviennent chaque jour qui passe, chaque jour de la vie de tous les jours.

Ce qu'il faut garder en mémoire de ces circonstances, c'est qu'au-delà de leur dimension publique, au-delà de nos perceptions et de nos différences d'opinion, au-delà de notre conception des rapports entre les hommes et les femmes, nous devons continuer à manifester cet esprit de fraternité qui nous lie.

Notre société vit à l'heure actuelle une période de profonde mutation. La crise économique dont nous sommes à peine sortis et qui continue de nous toucher cruellement est l'une des conséquences de ce bouleversement. Le prix qu'elle nous fait payer est lourd, d'abord par la pauvreté et le chômage dont les effets sont criants, mais aussi par l'incertitude et la crainte du lendemain qui peuvent empoisonner nos vies et briser nos espoirs.

De nombreuses initiatives s'efforcent de contrer les effets les plus néfastes de cette crise. Les banques de vivres en sont

la plus belle manifestation. Elles ne doivent cependant pas être les seules. Il faut y ajouter la compassion envers les victimes de ces moments difficiles, envers ceux qui sont démunis, tristes ou malheureux, et chercher à leur apporter la consolation de notre fraternité agissante. Ce ne sont pas les occasions qui manquent.

La période de Noël est propice à cet exercice humanitaire. Elle est propice aussi à la réflexion intime, personnelle, une réflexion qui doit nous inviter à faire sereinement la part des choses, dans notre esprit et dans notre cœur, pour y redécouvrir la paix. La paix chez nous, entre nous, dans nos familles pour qu'elle conduise à la sérénité qui devrait marquer nos rapports sociaux.

Donner priorité à la paix, c'est donner priorité à la vie, au respect de la vie, au respect de la pensée d'autrui. C'est aussi donner priorité à cette forme de comportement social qui s'appelle démocratie.

C'est là le sens que l'on devrait, et plus que jamais dans les circonstances actuelles, donner à la fête de Noël.

Roger D. Landry
Président et éditeur

Les vœux pieux

Dans son rapport annuel, le protecteur du citoyen, M. Daniel Jacoby, s'est lancé dans une charge sévère sur la façon dont l'État québécois traite ses citoyens. Le nombre élevé de plaintes, l'insensibilité de l'administration publique, son interprétation des lois à son profit, sont autant de facteurs qui l'ont amené à proposer une Charte des citoyens.



Si le constat de M. Jacoby ne peut que susciter un consensus, il est difficile de voir comment une charte, avec ses déclarations de principe, règlera le problème.

Nous avons tous pu constater que les administrations publiques, alliant leur morgue traditionnelle aux contraintes liées aux compressions, agissent souvent en oubliant leur mandat premier, celui de servir les citoyens. Cela va du mépris envers les bénéficiaires, par exemple à la RAAQ, jusqu'à une incompétence crasse, comme dans les deux fiascos dénoncés par M. Jacoby : la mise sur pied du registre de l'état civil et l'introduction des photos sur les cartes d'assurance-maladie.

Mais est-ce que cela va vraiment changer avec une charte, qui propose 56 règles, comme par exemple : « éviter de traiter le citoyen comme un code informatique », « fournir le service, le renseignement ou la décision dans un délai raisonnable », « éliminer les processus et les formalités superflus », « tenir compte des motifs d'insatisfaction des clients ». Ces énoncés, aussi évidents que généreux, relèvent fondamentalement du culte de la vertu et de la tarte aux pommes.

Pour changer les choses, il ne faut pas seulement évoquer des principes, mais les imposer. C'est, par exemple, ce qui commence à se faire au Royaume-Uni, dont la Charte des citoyens définit des objectifs précis que l'administration publique doit respecter ; la Charte des patients définit les délais d'attente maximaux, la Charte des passagers des chemins de fer impose des objectifs de ponctualité, celle des usagers du métro propose même des remboursements pour des retards trop grands.

Il faudra aussi, pour obtenir des résultats, responsabiliser l'administration publique. A l'heure actuelle, les ministres sont responsables devant l'Assemblée nationale des gaffes de leur ministère même s'ils n'en contrôlent pas les activités quotidiennes. C'est un système archaïque qu'il faut moderniser en introduisant le principe de l'imputabilité des hauts fonctionnaires, qui les rendrait personnellement responsables des activités qu'ils dirigent.

En attendant ces nécessaires réformes, il faut ranger la Charte du protecteur du citoyen dans la catégorie des vœux de saison.

Alain DUBUC

Filles et garçons

Le remarquable succès des filles à l'école, nettement plus éclatant que celui des garçons, est devenu un fait de société.



De façon régulière, depuis une dizaine d'années, les médias font écho à ce constat et aux réactions qu'il suscite. Mais voici qu'une vaste enquête sur la lecture et l'écriture vient d'être réalisée par le Conseil des ministres de l'Éducation du Canada auprès de 50 000 élèves canadiens.

Cette enquête démontre hors de tout doute que les filles, que ça vous plaise ou non, aussi bien à 13 ans qu'à 16 ans, l'emportent haut la main sur les garçons au chapitre de leurs résultats scolaires. Leur taux de réussite est le double de celui des garçons en lecture et en écriture.

Les filles sont plus studieuses (elles consacrent plus d'heures à l'étude), elles sont plus concentrées, plus autonomes, plus disciplinées que leurs frères. Et allons-y pour d'autres qualificatifs qui vont de la persévérance à une meilleure organisation de leurs plages d'étude.

Les garçons, eux, seraient, en très grand nombre, brouillons, très souvent mal adaptés, hyperactifs et plus enclins à défier l'autorité. Pas étonnant, alors, qu'ils représentent 60 p. cent de la clientèle en difficulté à l'école. Le fameux décrochage scolaire.

D'ailleurs, tout récemment, le président du Conseil supérieur de l'Éducation, M. Robert Bisillon, reconnaissait que « les garçons sont de plus en plus marginalisés... par leur faute » et estimait qu'on n'accorde pas suffisamment d'attention à ce phénomène.

Face à ces deux types de performance, celle des filles et celle des garçons, comment doit-on réagir ? Imposer des mesures de rattrapage, des sessions de réflexion et, pourquoi pas, des cours de discipline personnelle ?

Le problème n'est pas nouveau. Il n'est pas nécessaire d'être très vieux pour se rappeler que les filles ont toujours été meilleures que les garçons à l'école. Parlez-en à des vieux profs. Mais, à l'époque, parce qu'un grand nombre de garçons se destinaient au travail manuel, et parce que les hommes dominaient le marché du travail, le phénomène de la performance scolaire des filles avait peu d'impact.

La différence, aujourd'hui, c'est que plus de filles étudient plus longtemps et que les jobs se font de plus en plus rares. La concurrence est féroce au pays du travail. Si les filles dépassent les garçons au rayon des résultats scolaires, elles risquent aussi de les surclasser sur le marché du travail.

Claudette TOUGAS



DRONTS RESERVES

Quand la solidarité humaine supplée à la faillite de l'État-providence

Le Canada compte maintenant deux fois plus d'associations caritatives qu'il y a deux décennies



MARCEL ADAM

On savait qu'il y aurait toujours des pauvres parmi nous, mais il n'était pas prévu que dans un État-providence comme le nôtre, leur nombre, plutôt que de diminuer, augmenterait de façon inquiétante comme c'est le cas ces années-ci.

Il n'avait pas été dit non plus que les miséreux devraient de plus en plus compter sur la charité privée pour maintenir ensemble le corps et l'âme. A tel point que le Canada compte maintenant deux fois plus d'associations caritatives qu'il y a deux décennies.

Le sens et la proximité de la fête de Noël ont pour effet d'exciter la commisération des nantis envers les défavorisés, d'éveiller leur sens de la solidarité humaine. Ce phénomène est encore plus évident cette année, avec un nombre exceptionnellement élevé d'appels aux dons du public. Particulièrement dans la région de Montréal, qui recèle aujourd'hui la plus grande proportion de pauvres, après avoir été jadis l'endroit le plus prospère du pays.

Mais les besoins sont si grands que les guignolées et autres fonds de Noël ne peuvent répondre à toutes les demandes d'aide, malgré la générosité des gens.

Encore une fois, la compassion agissante des êtres pour le prochain éprouvé ne s'est pas

démentie, se manifestant surtout dans le don anonyme par le truchement d'organismes d'entraide, mais aussi, sur une haute échelle, par l'assistance personnelle et discrète d'une multitude de bénévoles qui multiplient les efforts pour alléger quelque peu la misère du plus grand nombre possible de nécessiteux durant les Fêtes.

On a cru que l'État-providence, en faisant dépendre la sécurité et le bien-être des citoyens de la mansuétude gouvernementale, rendrait futile les entreprises privées de bienfaisance et de miséricorde temporaire. C'était une erreur : elles sont aussi nécessaires que dans le passé, sauf qu'elles ne répondent plus tout à fait aux mêmes besoins.

Ils sont en effet légion les laissés pour compte de la prétendue justice distributive, ceux qui sont tombés dans les craques du système et seraient laissés à leur triste sort s'il ne se trouvait des groupes privés et des individus pour leur tendre une main secourable.

Le besoin est même grandissant, avec un État de moins en moins providentiel qui sert de plus en plus mal les citoyens. Non seulement diminue-t-il la portée et la générosité de ses programmes sociaux, il affiche un mépris grandissant envers les citoyens inorganisés.

Particulièrement envers les personnes qui dépendent le plus de son assistance et sont les moins capables de se défendre contre une bureaucratie trop souvent inefficace et mesquine, se comportant envers elles comme un maître tyranique et non comme le serviteur zélé qu'elle devrait être.

Les vérificateurs attirés des deux capitales aussi bien que de l'ombudsman du Québec, confirmaient ces jours-ci ce que nous avions eu l'occasion de constater ou d'expérimenter nous-mêmes.

La semaine dernière, à Québec, le Vérificateur général, Guy Breton, faisait état dans son rapport d'une nette détérioration de la qualité des soins aux vieillards. Dans les centres d'hébergement, « la situation est telle, note-t-il, qu'on peut parler de dégradation de la qualité de vie des personnes hébergées ».

À titre d'exemple, le manque de personnel oblige à ne donner qu'un bain par semaine aux usagers, à leur faire porter des culottes d'incontinence parce qu'on ne peut les conduire aux toilettes, à limiter leurs sorties. La majorité des établissements ne se conforment pas aux exigences minimales du ministère : absence d'ascenseur, de toilettes adaptées, d'équipement spécialisé, sans parler des problèmes de sécurité.

Mardi, c'est le Vérificateur fédéral, Denis Desautels, qui reprochait au gouvernement de se préparer à chambarder profondément les programmes sociaux sans se préoccuper des conséquences que ces changements auront sur la vie des Canadiens. La preuve : parmi les nombreuses études publiées sur la question, aucune ne porte sur cet aspect important de la réforme.

Le même jour, à Québec, c'est le Protecteur du citoyen, Daniel Jacoby, qui dénonçait une dégradation toujours plus accentuée dans les rapports entre l'État et les citoyens : les

plaintes adressées à son bureau ayant passé de 2 800 au tout début, à 27 769 en cette vingt-cinquième année de son existence.

Notons là aussi que les plus mal traités, les plus méprisés par l'État-marâtre sont encore une fois les citoyens les plus démunis et les plus vulnérables.

La faillite de l'État-providence et les manifestations d'une générosité populaire exceptionnelle en ce temps des Fêtes (les deux ne sont pas sans rapport), font prendre conscience que le don (d'une partie de son bien ou de soi-même), qu'on l'appelle charité, entraide, solidarité, peu importe, est une donnée essentielle de la société humaine.

Dans *L'esprit du don*, un ouvrage produit par l'universitaire Jacques T. Godbout (avec la collaboration d'Alain Caillé), l'auteur tente de démontrer que dans une société qui cherche systématiquement à supprimer les liens sociaux primaires, « les gens réagissent en maintenant et en faisant vivre des réseaux régis par le don, (lesquels) s'infiltrer partout dans les interstices des systèmes officiels secondaires et formellement rationalisés du marché et de l'État ».

Autrement dit, la dépendance des uns à l'égard des autres, la qualité de la vie en société, ont toujours été et demeureront tributaires de la multiplicité des liens interpersonnels tissés et entretenus par les individus, des gestes de solidarité et d'assistance, des marques d'attention et de considération qu'ils se portent les uns aux autres.

OPINIONS

Avons-nous réellement besoin d'une petite armée du salut... national ?

Ceux qui ont parlé d'une « autre façon de gouverner » devraient essayer de trouver une « autre façon de caserner »

ALAIN STANKÉ

L'auteur est écrivain et éditeur.

J'avoue que cela m'avait échappé. Je ne me rappelais plus que le programme du PQ portait la promesse de nous doter d'une « petite armée québécoise ». Je sais gré à la ministre Louise Beaudoin de nous avoir rafraîchi la mémoire, la semaine dernière, lors des chicanes entourant la reconversion du Collège militaire de Saint-Jean.

À mon avis (si l'avis vous intéresse) il est profondément décevant de constater que les politiciens qui nous ont promis l'autre façon de gouverner s'entêtent à rêver d'améliorer notre avenir avec des idées dépassées, alors qu'il est prouvé que la sécurité nationale pourrait être assurée de manière infiniment plus efficace, plus économique et plus écologique par une défense civile non violente.

Je croyais que nous avions déjà notre ration d'armées : l'armée des chômeurs, l'armée des sans-abri, sans compter l'armée canadienne. Et si jamais on devait quitter le Canada, pour remplacer la grande armée perdue on nous ferait donc cadeau d'une petite. Pourquoi une petite ? Et une armée, pour quoi faire ?

Bien entendu, on m'objectera que je suis un objecteur et que je ne suis pas objectif. J'avoue que je n'ai jamais aimé jouer au soldat. Je trouve les képis grotesques et les casques d'acier inconfortables. Je n'aime pas les uniformes. Je n'aime pas les fusils. Ils sont infiniment moins séduisants quand on les voit pointés sur soi. Je ne supporte pas la vie de caserne. Je ne suis pas un fanatique des marches militaires et encore moins des défilés en rang d'oignons. Comprenez-moi bien : je ne veux aucun mal aux braves soldats et soldates, (estafettes et estaffets) qui choisissent volontairement de s'enrôler. On a tous le droit de disposer de notre temps et de notre peau comme on l'entend. On peut aimer se lever à l'appel du clairon, ramper dans la boue, marcher au pas, se geler le nez dans une guérite, saluer au garde à vous des gens qu'on ne connaît pas, que l'on croise dans la rue et qui ne nous sont pas nécessairement sympathiques ou se faire engueuler par d'autres qui, de surcroît, ne sont pas nécessairement plus malins que nous. Oui, on peut aimer tout cela, mais ce n'est pas ma gamelle à moi.

À bien y penser, l'attachement et la fidélité de certains à l'Église et à l'Armée tient du même fondement. Les deux institutions n'ont-elles pas des points en commun ? On a dû comprendre en haut lieu qu'après avoir déserté la première les Québécois auront probablement de la peine à déserté la seconde. À l'Église comme dans l'armée, on nous demandait de croire sans discuter et d'obéir sans chercher à comprendre. On nous a enlevé l'Église. On ne va tout de même pas nous enlever notre armée ! Des points communs, ai-je dit ? Assurément, puisque à l'Église comme dans l'armée, on a compris depuis longtemps que la compétence ne

pouvait pas se lire sur les visages des gens. Dans les deux cas, on avait inventé des galons, des étoiles, des médailles et des grades. Une étoile ne vaut-elle pas moins que deux ou trois ? Deux galons sont-ils plus intelligents qu'un seul ? Un chapeau de cardinal ou une mitre ne commandent-ils pas plus le respect qu'un simple couvre-chef de vicaire ? D'un côté, le goupillon et de l'autre, la baionnette. Ça sécurise et ça inspire la crainte. Essayons d'être justes. Il est bien évident qu'il n'y a pas que des aspects négatifs dans la création d'une nouvelle armée. Le jour où nous aurons la nôtre, nos petits généraux et nos générales, nos petits colonels et nos colonelles, nos petits officiers et nos officières, il y aura de nouveaux petits débouchés pour la CSN et la FTQ. Alors viendront les petits conflits de travail ponctués de petites grèves. Rien qu'on ne connaisse déjà. Rassurons-nous, plus ça changera, plus ça sera pareil...

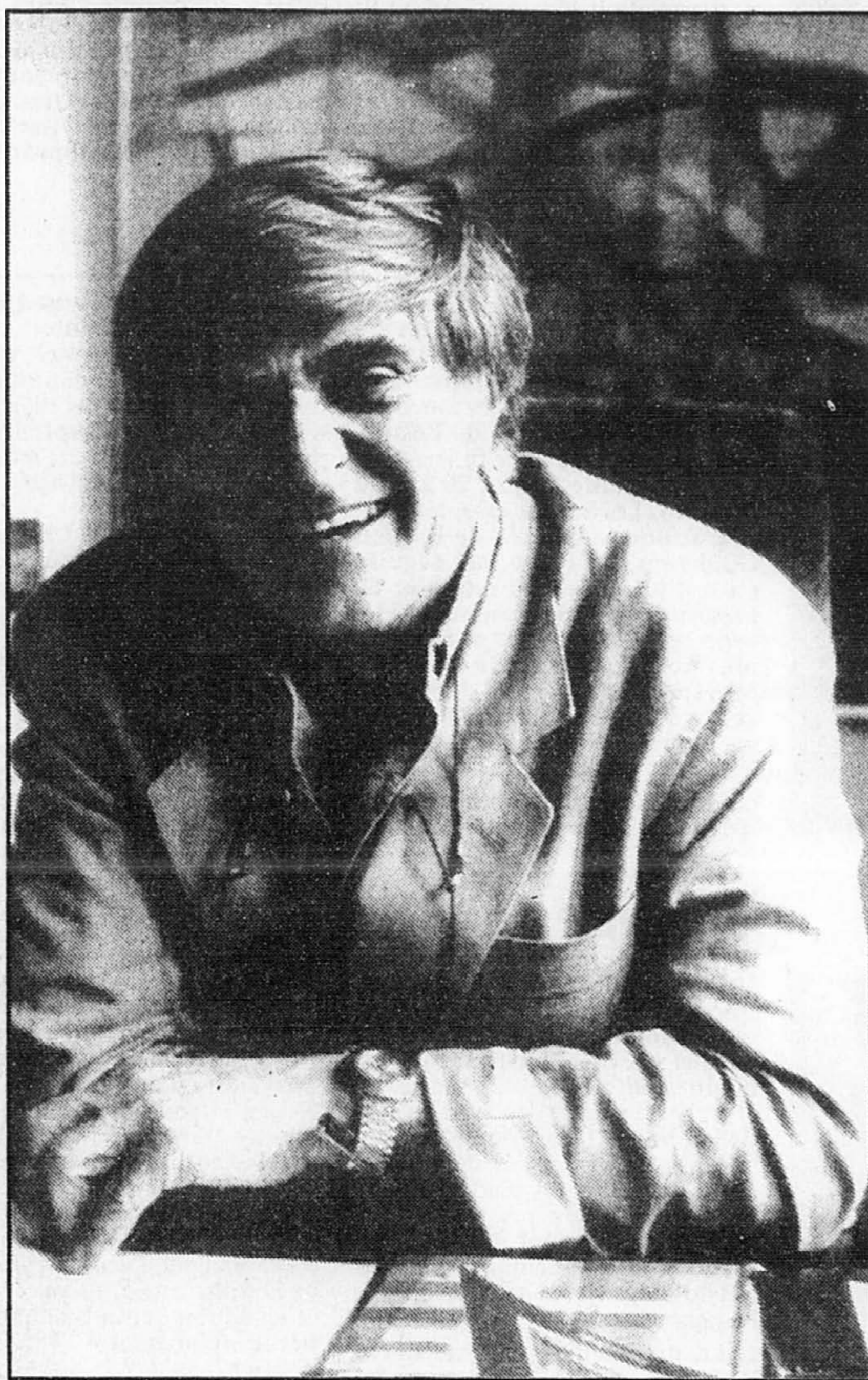
Pourtant, depuis plusieurs années déjà, de nombreux organismes québécois (Pour un Québec sans armée, Artistes pour la Paix, Nos Impôts pour la paix, Centre de ressources sur la non-violence, etc.) s'affairent à démontrer que notre argent et nos énergies seraient mieux employés si on s'appliquait à réduire l'armée des chômeurs et celle des sans-abri plutôt qu'à penser à la création d'une nouvelle petite armée du salut... national.

Une petite armée, une petite marine et une petite aviation militaire. (Monsieur Parizeau a déjà déclaré qu'il avait très hâte de se promener à bord d'un F-18 du Québec). Pourtant, comme pilote à mes heures, je peux garantir à notre premier ministre qu'il y a infiniment plus de plaisir à se promener dans un petit Cessna que dans un gros F-18. Dans ce cas, *small* est réellement plus *beautiful* !

Depuis des années que des hommes et des femmes de bonne volonté qui préfèrent les grandes choses aux petites et qui ont une passion pour le Québec travaillent d'arrache-pied à imaginer le premier pays pacifiste sans armée au monde...

Une armée, peu importe sa taille, ne mérite qu'une chose : tomber dans l'obsolescence. Il est temps plus que jamais en cette époque connue pour son assuétude de remettre sérieusement en question nos dépenses militaires.

Tout va mal au Collège militaire de Saint-Jean ? Qu'à cela ne tienne. « Dans toute calamité il y a une opportunité à saisir », disait Churchill. Dans le cas qui nous préoccupe, cette chance ne résiderait-elle pas dans la restructuration de cette institution ? En utilisant les ressources humaines et les installations en place, on pourrait imaginer un nouveau programme spécialisé dans l'intervention non militaire capable de répondre aux situations d'urgence à caractère international. Nulle part au monde il n'existe encore pareil centre d'étude capable d'offrir des programmes spécialisés sur les aspects de l'intervention d'urgence internationale. L'autre façon de gouverner aurait enfin trouvé une autre façon de caserner. Nous ne sommes pas comme tout le monde. Ne



Alain Stanké

faisons-nous pas partie d'une société que l'on dit distincte ? Continuons à nous distinguer en créant, comme tout le monde, non pas un ministère des Armées mais plutôt un ministère... désarmé.

Le Dr Serge Mongeau, Jacques Boucher, Maryse Azzaria et Pierre Bisaillon se sont longtemps penchés sur la question et ont proposé que le Collège de Saint-Jean «... serve à former des étudiants universitaires de toutes disciplines aux réalités particulières liées aux questions de droit international et au droit d'ingérence de la communauté internationale, à la diplomatie préventive, à la préparation et à la mise en oeuvre des sanctions internationales non violentes, au processus de conflits ainsi qu'à l'ensemble des moyens disponibles face à des situations d'urgence comme les désastres naturels, les catastrophes environnementales, les famines, les réfugiés, les génocides, l'établissement ou le rétablissement de la démocratie, etc... »

Il n'y a aucun doute que l'appartenance à cette sorte d'armée nouveau genre contribuerait bien davantage à la fierté des jeunes Québécois qu'une petite armée qui risque fort de les faire ressembler à des gardes pontificaux du

Vatican, un État où curieusement les militaires sont le plus nombreux proportionnellement à la population et où l'armement est aussi succinct que risque de l'être celui de notre future et hypothétique petite armée du salut national.

De toute façon, si un jour M. Parizeau arrivait à nous doter d'une petite armée et si par malheur elle devait partir en guerre, celle-ci ne durerait qu'une fraction de seconde et il ne resterait sûrement personne pour nous la raconter.

Tout compte fait, il vaut peut-être mieux ne pas suggérer cette idée que beaucoup partagent à nos gouvernants. Elle est peut-être trop idéaliste ou trop simple. Les politiciens préfèrent ce qui est compliqué. D'ailleurs, en l'entendant, ils risqueraient de rétorquer que « la création de notre petite armée dépend de l'idée qu'on s'en fait par rapport au cadre dans lequel on la place et l'angle sous lequel on la considère, le tout pondéré, bien entendu, par le point de vue qu'on en a, quand ce n'est pas l'inverse »...

André Siegfried l'a dit : « En politique, il faut déjà beaucoup de culture pour se contenter d'explications simples. »

À bon entendeur, salut... militaire !

Lysiane Gagnon



La place du marché

Il y en a qui n'aiment pas les Fêtes et qui dépriment à la seule mention du mot « Noël ». Pas moi. J'aime les Fêtes. J'aime tout sauf « White Christmas » et « Jingle Bells ». Mais redonnez-moi le père Noël, Minuit Chrétien, la merveilleuse vitrine d'Ogilvy.

J'aime l'atmosphère de bonne humeur qui se répand dans les bureaux, le joyeux climat de congé, les gens qui se font la bise.

J'aime même ce que la plupart des gens n'aiment pas : la cohue dans les magasins, les achats de dernière minute, les oublis rescapés de justesse, le plaisir vif de tomber sur l'objet cherché, sur le cadeau rêvé, les listes de trucs à acheter qu'on biffe un à un... Arrivera-t-on au bout de la liste avant cinq heures samedi ?

Je ne blague pas. Tout cela, c'est comme le temps qui précède l'heure de tombée : l'intense éternement, la fébrilité, le sentiment d'urgence, et la poussée d'adrénaline, la légère euphorie qui viennent avec. Je rentre sur un « high », les bras chargés de sacs et le plaisir n'est pas fini puisqu'ensuite il faudra envelopper les cadeaux, écrire les petites cartes...

Quand on me demande ce que je veux pour Noël, je ne sais jamais quoi répondre. « Tu n'as pas fait de liste ? » Eh non ! Je n'ai pas fait de liste, je n'en fais jamais. Plus on se rapproche de Noël, plus il me semble que je n'ai besoin de rien. C'est peut-être que je me sens comblée. Peut-être aussi que j'aime mieux avoir des surprises.

Noël, c'est le seul moment de l'année où je regrette de n'être pas née dans une grosse famille du Lac-Saint-Jean. Aller à la messe de minuit par des chemins enneigés, réveillonner toute la nuit, être cinquante et cinq générations autour de la table... Je vois ça, probablement, en plus idyllique que ça ne l'est, comme une carte postale de pays lointain. Mais quand même, quel bonheur que d'être à Montréal, au coeur de l'animation urbaine des Fêtes !

C'est commercial ? Eh oui ! mais ça ne me dérange pas. Au contraire. Je n'ai rien contre le commerce, qui est, après la chasse, la plus ancienne activité de l'humanité.

La place du marché, dans toutes les sociétés, à toutes les époques, a toujours été le lieu de rencontre par excellence, le carrefour où les gens se côtoient, se connaissent et se reconnaissent. Sans place du marché, l'humanité n'est qu'isolement et solitude. À Montréal, c'est la rue Sainte-Catherine et ses environs qui est la place du marché.

Les vendeurs, les vendeuses, sont les principaux acteurs du paysage enchanté des Fêtes. Tout comme les bouchers, les coiffeurs et tous ceux qui rendent les Fêtes possibles, ils sont parmi ceux qui auront le moins de temps pour fêter Noël. À cinq heures, quand les clients seront partis, ils auront encore à faire leur caisse, ramasser leurs affaires, prendre le bus ou le métro pour rentrer chez eux, les jambes mortes.

Chaque année, j'en croise beaucoup...

Au marché Atwater, je tourne en rond autour d'une dizaine de sapins, incapable de choisir. Le vendeur m'accompagne avec une patience d'ange. Il pourrait bien dire : « Allez, madame, branchez-vous ! » Ce serait du reste l'expression appropriée. Mais non, il attend, il suggère, et finalement intervient : « C'est celui qui vous faut : la plus belle couleur, le mieux fourni. » Bref, le vendeur parfait, qui vous laisse tout le temps qu'il faut pour hésiter avant de décider pour vous.

J'entre dans un magasin d'électronique et je dis au vendeur : « Je cherche une idée pour un cadeau pour quelqu'un qui a à peu près tout. » Il n'est pas trop occupé. Il est intelligent. Il passe mentalement son stock en revue : « Des écouteurs... Un lecteur de DC... Un walkman... ». Finalement, il suggère un petit quelque chose de chouette, à quoi je n'aurais jamais pensé toute seule (Je ne dis pas quoi au cas où le destinataire me lirait ce matin.)

Chez Jacob (mais ça pourrait être Gap ou n'importe quel magasin où l'on vend des vêtements mode pour les filles), c'est encore plus amusant. Les vendeuses ont à peu près l'âge de ma nièce ; alors c'est elles qui me guident. Elles n'ont besoin que de renseignements sommaires : « C'est pour travailler ou pour sortir ? Est-elle à peu près de ma taille ? Moi, je prends medium pour ce body-là, small pour celui-ci, large pour le chandail, la jupe 9-10... »

J'achète évidemment ce que j'aimerais moi-même porter si j'avais la taille que j'avais à l'âge ma nièce, mais je ne peux pas prendre trop d'initiatives.

« Vous n'avez pas la même chose en vert ? Le vert, c'est une couleur qui lui va tellement bien ! »

« Non, madame. Pas de vert cette année. Cette année c'est le bourgogne, l'indigo, le beige, des petites teintes douces. »

Ces filles-là ne se sont jamais trompées. Chaque fois, elles ont frappé dans le mille.

Défi plus difficile : les cadeaux pour hommes. C'est toujours plus compliqué, surtout quand l'homme veut acheter ses cravates lui-même et que ce dont il a besoin, c'est d'un nouvel ordinateur et d'une imprimante portable, et que la dernière chose au monde qu'il veut c'est que ce soit moi qui les choisisse. (Il n'a pas tort. Je choisissais en fonction du look.)

Les jeunes vendeurs sont là de passage. Les vieux sont des professionnels. Ils connaissent par coeur les besoins de la clientèle, mais ce ne sont pas eux qui choisissent leur stock. Les acheteurs sont ailleurs, à Toronto souvent. Les vendeurs savent de moins en moins ce qu'ils vont recevoir et quand ils le recevront. Chez Eaton, ou l'on s'obstine à changer les rayons et les boutiques de place, les vendeuses passent une partie de leur temps à répondre aux clients qui ne se retrouvent plus.

Les vendeurs et les vendeuses passent, la rotation est incessante. Mais dans l'ascenseur chez Ogilvy, c'est toujours la même dame qui est aux commandes. Impeccable et professionnelle, elle arrête à chaque étage, avec toujours le même mouvement du bras droit, les cheveux noirs tirés parfois en queue de cheval, parfois en chignon, avec chaque année un tout petit peu plus de gris aux tempes... Joyeux Noël, madame !

Noël, c'est le froid et la neige, idéalement la poudrière. Que se passe-t-il cette année ? Hier, on se promenait en souliers et il y avait apparence de pluie. Qu'est-ce c'est que ce petit Noël minable qui s'avance déguisé en printemps ? Serait-ce Noël en mars ? La planète se réchauffe, dit-on. C'est abominable. Joyeux Noël quand même, chers lecteurs et lectrices ! Fermez les yeux et rêvez à la neige.



Noël en prison...

L'auteur de ce poème, M. Jean-Pierre Lizotte, est actuellement pensionnaire au Centre de réhabilitation de Waterloo, où il purge une sentence qui prendra fin le deux juin prochain. Il a demandé à La Presse de publier son poème dans le but de faire comprendre aux lecteurs du journal que, malgré qu'il soit en prison, la fête de Noël est toujours significative pour lui.

Je passe Noël en prison.
Loin de chez moi... de la maison.
Alors, pense à moi dans ton salon !
Je pensais avoir de bonnes raisons !

Je n'ai pas toujours été sage :
J'ai donc mérité une cage.
J'ai souvent essayé de tourner la page,
Mais je n'ai pas attrapé la rage !

Pour Noël, je veux de l'amour et de l'affection ;
Je n'ai jamais eu cette ration.
J'ai essayé les paradis artificiels,
Je ne me suis jamais rendu au ciel !

Je veux me faire connaître,
J'en ai assez de disparaître.
Je suis loin d'être mauvais ;
Depuis ma naissance, tout a l'envergure d'une plaie !

Même si j'ai quarante ans,
J'ai encore mon coeur d'enfant !
Je voudrais de la correspondance,
Écrire chasse la démente !

Je passe Noël en prison,
Loin de chez moi... de la maison.
Alors, pense à moi dans ton salon !
Je pensais avoir de bonnes raisons !

Noël est une bien difficile période à passer en prison.

Jean-Pierre LIZOTTE

Janvier



Monde

L'Armée zapatiste de libération nationale, essentiellement formée d'indiens, révoque dans l'État de Chiapas, dans le sud-ouest du Mexique, son tuteur de mater la révolte avec des bombardements aériens qui auraient fait 400 morts, mais l'AZLN réplique en frappant à Mexico et à Acapulco.
La nouvelle Douma russe commence ses travaux dans la confusion, ce qui n'augure rien de bon pour le président Boris Yeltsine. Par ailleurs, Edgar Galdar, l'architecte de la réforme économique, se dissocie du président. Le nouveau gouvernement russe amorce un recentrage politique et économique.
Les États-Unis, la Russie et l'Ukraine signent, à Moscou, un accord prévoyant l'élimination

totale de l'arsenal nucléaire ukrainien.
Le rapport final du procureur spécial Lawrence Walsh sur l'Iran affirme que les ex-présidents Ronald Reagan et George Bush étaient au courant de tout. Les sénateurs Robert Fiske se voient confier la responsabilité de faire la lumière sur l'implication du président Bill Clinton dans l'affaire Whitewater.
Le Canada demande au Conseil de sécurité de l'ONU de mettre en place un boycott économique total et obligatoire contre Haïti.
Des policiers de la GRC causent un incident diplomatique en arraisonnant des contrebandiers canadiens de cigarettes et d'alcools dans les eaux territoriales de Saint-Pierre et Miquelon.

Politique

Après un règne de quatre mandats qui aura duré 14 ans et 8 mois, le premier ministre Robert Bourassa présente son dernier conseil des ministres avant de passer le bâton à Daniel Johnson. Puis ce dernier forme un cabinet de 20 ministres, dix de moins que son prédécesseur.
Le 35^e Parlement canadien commence ses travaux en mettant sept heures et six tours de scrutin pour élire son président, Gilbert Parent. Son premier



Robert Bourassa

Discours du trône, le gouvernement Chrétien concrétise ses objectifs électoraux : la relance de l'économie, l'intégrité gouvernementale, et une révision en profondeur des programmes sociaux.
Jean Allaire et Mario Dumont donnent le nom d'Action démocratique du Québec à leur formation politique. Peu de temps après, le député libéral Yvon Lafrance, de la circonscription d'Iberville, rallie les rangs de ce nouveau parti.
Des commerçants défient ouvertement la loi en vendant des cigarettes de contrebande aux quatre coins du Québec au même prix que les Mohawks. Le GRC décide d'intervenir après plusieurs manifestations du MA-TRAC.

Février



Monde

L'explosion d'une bombe dans un marché de Sarajevo fait 68 morts et 200 blessés. Cette horreur secoue le monde entier. Peu de temps après, l'OTAN lance un ultimatum aux Serbes de Bosnie, qui ont dix jours pour retirer leur artillerie lourde jusqu'à 20 km de Sarajevo. Les Serbes acceptent.
L'attaque insensée de Baruch Goldstein, un colon juif déguisé en militaire, fait 30 morts et 80 blessés dans une mosquée d'Hebron, en Cisjordanie, et compromet le processus de paix au Moyen-Orient.
Les États-Unis évitent l'embarquement commercial qui frappait le Vietnam depuis 1971.
La Douma russe annule tous les putschistes d'août 1991 et

d'octobre 1993, au grand dam du président Boris Eltsine.
Aldrich Hazen Ames, ex-directeur du bureau de contre-espionnage responsable de l'URSS à la CIA, est accusé d'espionnage au profit des États-Unis, ainsi qu'une femme Maria del Rosario Casas Ames.
Le président Bill Clinton et le premier ministre japonais Morihiro Hosokawa concrétisent leur complet désaccord quant aux mesures à prendre pour établir un meilleur équilibre d'échanges commerciaux entre les deux pays.
Les forces de l'ordre algérienne tuent Mourad Si Ahmed, dit Djaafar El-Aghani, 29 ans, chef du Groupe islamique armé d'Algérie, et neuf de ses lieutenants.

Politique

Le premier budget du ministre fédéral Paul Martin est qualifié de terre-à-terre par les experts, mais il annonce la guerre au déficit à présence sur la création d'emplois. Les plus touchés sont le ministère de la Défense et les chômeurs.
L'annonce de la fermeture du Collège militaire de Saint-Jean crée bien des remous. Le commissaire aux langues officielles Victor Goldsblum invite le gouvernement à revoir sa décision.



Paul Martin

Devant les pressions exercées par les contribuables, les gouvernements fédéral et provincial réduisent de 24 \$ les taxes perçues sur les cartouches de cigarettes, qui coûteront désormais moins de 25 \$ sur le marché légal.
Le Québec signe avec Ottawa l'entente par laquelle il touchera 1,57 milliard de dollars dans le cadre du programme de réfection des infrastructures.
Le Québec donne le feu vert au projet hydroélectrique de la Sainte-Marguerite, d'une valeur de 1,2 milliard de dollars.
Le péquiste Marcel Landry enlève la circonscription de Bonaventure, qui avait été représentée par le libéral Gérard D. Levesque pendant les 37 dernières années.

Mars



Monde

Une manifestation d'appui au roi des Zoulous finit en bain de sang à Johannesburg quand des gardes de l'ANC tirent sur les manifestants, faisant 28 morts.
Dans le sillage des événements d'Hebron, le Fatah durcit ses positions en exigeant le départ des colons de tous les territoires occupés. Et quelques jours plus tard, le gouvernement d'Israël frappe deux mouvements extrémistes juifs d'illégalité, soit le Kach et le Kahane Chai.
La droite dirigée par Silvio Berlusconi gagne les élections législatives, en Italie.
Quatre musulmans fondamentalistes sont reconnus coupables de l'attentat du World Trade Center, survenu un an plus tôt.

Les musulmans et les Croates de Bosnie fusionnent leurs armées, puis s'entendent sur les principes d'une confédération Bosnie-Croatie.
Des affrontements armés font plus de 1000 morts au Burundi.
Luis Donaldo Colosio, le candidat du parti au pouvoir aux élections présidentielles mexicaines est assassiné à Tijuana. Son chef de campagne, l'économiste Ernesto Zedillo Ponce, lui succède.
La Finlande, la Suède et l'Australie se joignent à l'Union européenne.
Le gouvernement chinois rejette toutes les critiques américaines prononcées par le secrétaire d'État Warren Christopher en matière de droits de l'homme.

Politique

Le premier ministre Jean Chrétien s'engage à ne pas réduire les pensions de vieillissement.
Le discours inaugural du premier ministre Jean Chrétien est qualifié de « caprices » par Daniel Johnson met l'accent sur le travail, la famille et la patrie. Puis le député des crédits budgétaires permet de confirmer que ce dernier a mis de côté son projet de compression des dépenses, année électorale oblige !
Le gouvernement fédéral offre le Collège militaire royal de



Jean Chrétien

Saint-Jean au gouvernement du Québec pour la somme symbolique de 1 \$. Le collège est évalué à 41 millions.
Le passage de la moitié du caucus au Reform Party confie l'antéantissement du Crédit social, qui a gardé le pouvoir pendant 40 ans en Colombie-Britannique.
À sa première sortie publique depuis la cuisante défaite de son parti, l'ex-premier ministre Brian Mulroney promet de se battre dans le camp des fédéralistes si jamais le Québec tenait un référendum sur la souveraineté.
Le gouvernement du Québec annonce son intention d'éliminer par attrition quelque 1500 postes dans les réseaux scolaire et social.

Avril



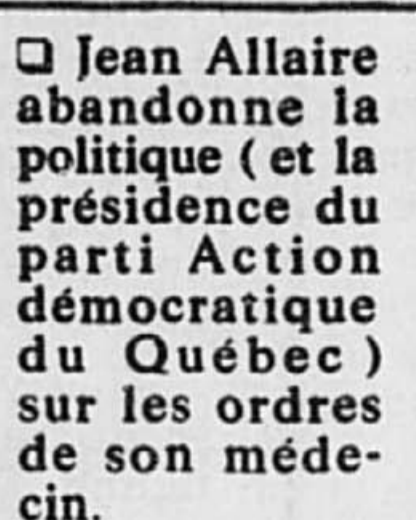
Monde

Les résultats tardifs des premières élections libres de l'histoire de l'Afrique du Sud confirment l'abandon de Nelson Mandela et du Congrès national africain.
Les présidents rwandais Juvénal Habyarimana et burundais Cyprien Ntaryamira meurent dans l'écrasement de leur avion, à proximité de Kigali, capitale du Rwanda. L'incident mène le Rwanda vers la guerre civile. Les morts se comptent par milliers à Kigali et dans les environs, et le gouvernement fait la capitale.
L'OTAN bombarde les forces serbes pour la première fois depuis le début de la guerre civile en Bosnie-Herzégovine. Peu de temps après, les Serbes de Bosnie répliquent en prenant 16 Casques

bleus canadiens comme otages. Les 16 militaires sont relâchés trois jours plus tard. Puis la Russie abandonne les Serbes à leur sort, jugeant qu'elle a été trahie, dans le sillage du pillonnage de Gorazde.
Deux attentats-suicides du Hamas font 16 morts et 80 blessés sous des Israéliens, à Afula et à Hadera, en Israël.
Deux avions américains abattent accidentellement deux de leurs hélicoptères, en Irak. Le tragique incident fait 26 morts.
L'enquête sur la mort de Luis Donaldo Colosio, candidat à l'élection présidentielle mexicaine le 23 mars, indique qu'il a été victime d'un complot impliquant au moins sept personnes.

Politique

Jean Allaire abandonne la politique (et la présidence de la Commission du Québec) sur les ordres de son médecin.
Le premier ministre Jean Chrétien qualifie de « caprices » les demandes du Québec en matière de main-d'oeuvre. L'Assemblée nationale réplique en adoptant à l'unanimité une motion enjoignant Ottawa à respecter le grand consensus qui existe au Québec dans ce domaine.
Le président de la Régie des



Jean Allaire

installations olympiques, Pierre Bibea lance un cri d'alarme : les revenus provenant de la vente des médailles de la Coupe olympique, qui a gardé le pouvoir pendant 40 ans en Colombie-Britannique.
À sa première sortie publique depuis la cuisante défaite de son parti, l'ex-premier ministre Brian Mulroney promet de se battre dans le camp des fédéralistes si jamais le Québec tenait un référendum sur la souveraineté.
Le gouvernement du Québec annonce son intention d'éliminer par attrition quelque 1500 postes dans les réseaux scolaire et social.

Mai



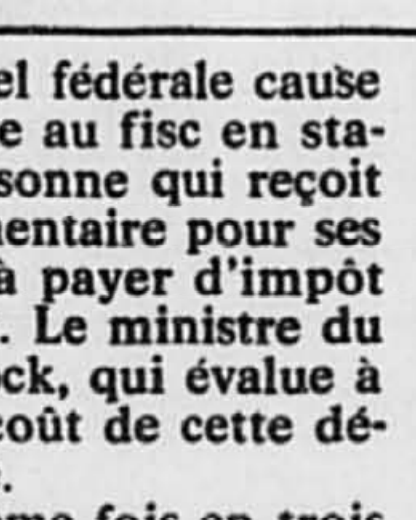
Monde

Le premier ministre israélien Yitzhak Rabin et Yasser Arafat signent au Caire l'accord qui place Jéricho et la bande de Gaza sous contrôle palestinien.
Nelson Mandela, qui a passé six ans en prison pour défendre la cause des Noirs d'Afrique du Sud, devient à 75 ans le président de la première assemblée multiraciale de l'histoire du pays, après 324 ans de domination blanche.
Construit au coût de 18,4 milliards de dollars, le tunnel sous la Manche est finalement inauguré par la reine Elizabeth et le président François Mitterrand. Ce tunnel de 50 km relie Folkestone, en Angleterre, à Calais, en France.
Le Yémen du Sud annonce sa

sécession, quatre ans exactement après la réunification du Nord et du Sud, faisant ainsi basculer le pays dans la guerre civile.
Le Parlement européen décide d'élargir à 16 le nombre de ses membres en ajoutant l'Autriche, la Finlande, la Norvège et la Suède.
Le ministre de la Justice japonais Shigetō Nagano doit démissionner, après avoir affirmé que le massacre de Nankin par les soldats japonais était une « pure fabrication ».
Le gouvernement illégitime haïtien d'Émile Jonassaint crée des vagues en nommant le journaliste Charles David, de La Presse, au poste de ministre des Affaires extérieures.

Politique

La Cour d'appel fédérale cause tout un casse-tête en fixant le montant qu'un « personne qui reçoit une pension alimentaire pour ses enfants n'a pas à payer d'impôt sur cette pension. Le ministre du Revenu Allan Rock, qui évalue à 30 millions le coût de cette décision, en appelle.
Pour la deuxième fois en trois ans, le Canada figure en tête de liste des pays où les conditions de vie sont les meilleures.
Le dernier budget du gouvernement Johnson avant les élections a une saveur nettement électoraliste puisqu'il prévoit une baisse d'impôts pour trois millions de contribuables.
Le premier ministre Jean Chrétien affirme qu'il n'y aurait pas de souveraineté pour le Québec



Allan Rock

meur, en précisant qu'on dénombrerait pas moins de 70 000 autochtones « fictifs ».
La Cour suprême suspend temporairement l'application du jugement de la Cour d'appel de Québec en attendant d'entendre l'appel du gouvernement fédéral.
Le CRTC retient la candidature de Radio-Canada pour la création d'un nouveau réseau francophone d'information permanente. L'organisation annonce aussi l'attribution de neuf autres licences, dont une autre en français, la chaîne Arts et Diversité.
Le juge Jean Moisan statue que le gouvernement du Québec n'a pas le droit de toucher au surplus de la SAAQ comme il le fait depuis 1987. Le gouvernement du Québec en appelle de ce jugement.

Juin



Monde

Plusieurs événements et cérémonies marquent le 50^e anniversaire du débarquement allié en Normandie, le 6 juin 1944.
Le gouvernement de « facto » d'Haïti proclame l'état d'urgence en invoquant la possibilité d'une invasion américaine. Il répliquait ainsi à la décision des États-Unis et du Canada d'interdire tous les vols commerciaux vers Port-au-Prince à partir du 25 juin.
À la suite de la visite de l'ex-président américain Jimmy Carter, la Corée du Nord annonce qu'elle ne tentera pas de « geler » son programme nucléaire. Et quelques jours plus tard, les deux Corées se mettent d'accord pour la tenue d'un sommet à la mi-juillet.
L'aviation israélienne détruit un camp d'entraînement du Hez-

bollah, au Liban, tuant 45 combattants.
Trois évêques et dix prêtres sont massacrés par quatre soldats rebelles chargés de les surveiller, au Rwanda. Un massacre fait près de 200 morts, surtout des Tutsi, dans la guerre civile rwandaise.
La Chine fait fi du moratoire sur les essais nucléaires en faisant exploser un engin (le 40^e depuis 1964) au terrain de tests de Lop Nor.
L'élection du Parlement européen permet de constater une fois de plus le mauvais humeur aux gouvernements nationaux, sauf en Allemagne et en Italie. Par ailleurs, les Autrichiens ont approuvé massivement l'adhésion de leur pays à l'Europe des Douze.

Politique

Le gouvernement fédéral durcit la Loi sur les jeunes contrevenants, en ajoutant cinq à dix ans la peine maximale pour un meurtre prémédité.
Le ministre fédéral de la Justice Allan Rock propose des peines plus sévères pour sanctionner les crimes commis par haine sociale.
Le ministre Nor Irwin, des Affaires indiennes, admet que les chiffres de son ministère concernant le nombre des autochtones dans les réserves est erroné, comme l'a divulgué La Presse en pri-

Montréal

Le premier ministre Daniel Johnson met fin à la saga de l'Hôtel-Dieu en annonçant qu'on allait le rénover au coût de 100 millions de dollars, et qu'on construirait un petit hôpital à Rivière-des-Prairies.
Une foule d'environ 5500 personnes assiste au retour des courses de l'hippodrome Blue Bonnets. Par ailleurs, La Presse révèle que le gouvernement du Québec s'est engagé à cautionner le bail de Blue Bonnets pendant dix ans, ce qui pourrait lui coûter 27,2 millions de dollars.
La Presse révèle que le Canada Pacific songe à investir 400 millions de dollars dans la construction de 2400 logements et d'un parc industriel, sur l'emplacement des ateliers Angus.



Jacques Duchesneau

À peine trois jours après son assermentation, le chef Jacques Duchesneau annonce un nouveau mandat à la tête de la CUM en mutant 47 officiers supérieurs.
La Fraternité des policiers de Montréal se couvre de ridicule en privant de leurs droits syndicaux cinq policiers qui n'avaient pas porté le jean comme le voulait la consigne lors d'une visite dans un hôpital pour enfants.

Montréal

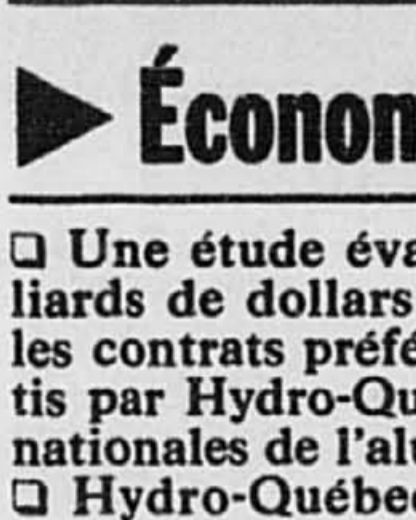
La Ville de Montréal doit se résigner à demander aux citoyens de laisser un robinet ouvert afin d'empêcher le froid hivernal de janvier de geler les tuyaux.
La Ville de Montréal cède l'administration des parcomètres à la Chambre de commerce.
Après avoir mis trois pièces de 25 sous dans une machine à sous du Casino de Montréal, un joueur récolte 319 456 \$, le plus gros lot jamais payé au Casino.
Une violente tempête laisse derrière elle un manteau de 41 pouces de neige en 24 heures.
À la demande de Jean Lapointe, un groupe d'humoristes québécois fonde une association pour tenter de sauver le Musée...



Le Musée

Montréal

L'Université McGill et les cinq hôpitaux universitaires du réseau anglophone concluent un accord historique pour la construction d'un super-hôpital de 110 lits au centre-ville de Montréal.
L'administration Doré-Cousineau termine l'année avec un surplus de 29,5 millions de dollars.
Le secrétaire général Pierre Le François, le fonctionnaire le mieux payé au Canada, remet sa démission au maire Jean Doré.
Montréal hérite du siège social de la Commission sur l'environnement de l'ALENA.
Alain André, ex-chef du Parti municipal de Montréal et ex-candidat à la mairie, est accusé d'agression sexuelle. Il sera acquitté en novembre.



Pierre Bourque

Montréal

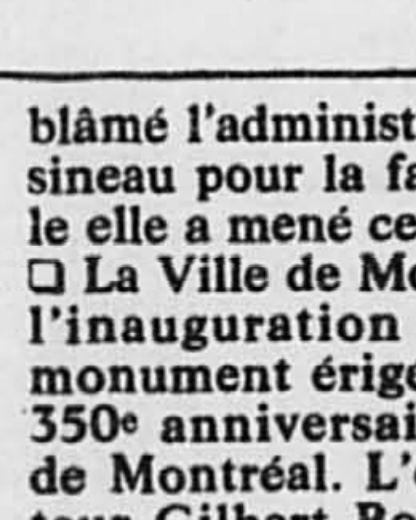
L'homme d'affaires Claude Beauchamp abandonne la course à la mairie et invite les forces de l'opposition à se liquer derrière Pierre Bourque.
Pierre Bourque annonce officiellement sa candidature à la mairie de Montréal, sous les couleurs de Vision-Montréal.
Loto-Québec investit 90 millions pour l'agrandissement du Casino et la construction de trois stationnements.
Le gouvernement du Québec décide de construire une usine d'épuration de 110 millions de dollars à Laval.
La Presse annonce en premier que le juge Raymond Verreault obtient à une interview politique directe sa nomination à la Cour municipale, en 1986.



Pierre Bourque et Claude Beauchamp

Montréal

Louis Roquet, directeur général de la CUM, succède à Pierre Le François comme secrétaire général (et principal fonctionnaire) de la Ville de Montréal.
Les gouvernements fédéral et provincial, de même que les villes de Montréal, Montréal-Nord, Anjou et Montréal-Est, signent enfin l'entente pour le parachèvement du boulevard Henri-Bourassa.
La Régie régionale de la Santé et des Services sociaux de Montréal donne le feu vert pour la suite des études concernant le super-hôpital de McGill.
Devant l'échec du promoteur du Dinasaarium, la Ville de Montréal reprend possession du pavillon du Québec. D'ailleurs, le vérificateur général a sévèrement



Louis Roquet

Montréal

Dans un revirement spectaculaire, François Ouimet, président de la CECM se prononce en faveur des commissions scolaires linguistiques plutôt que religieuses. Les membres du Regroupement scolaire confessionnel demandent et obtiennent sa démission.
Le quartier de Rivière-des-Prairies sera doté d'un hôpital de 300 lits pour soins de courte durée. Ce nouvel hôpital devrait ouvrir ses portes en 1999.
Pierre Bourque dévoile le programme électoral de Vision-Montréal et promet alors d'abolir la surtaxe d'affaires s'il est élu à la mairie de Montréal.
Clément Bluteau remet sa démission comme chef du Parti civique fondé par Jean Drapeau en 1960.



Sergaz

Économie

Le géant américain Wall-Mart s'installe au Canada en achetant les magasins Woolco.
Hydro-Québec enregistre un record de consommation d'électricité le 27 janvier à 7 h 21, avec une demande de 30 583 mégawatts.
Le taux d'escompte baisse sous la barre du 4 p. cent pour la première fois depuis 1953.
Les principaux créanciers d'Olympia & York (les frères Reichman) offrent le contrôle d'Abitibi-Price pour 886 millions.
Air Canada met fin au litige qui l'opposait à Canadian, mais demande au gouvernement de l'autoriser à desservir l'Asie.
Gérald Lacoste succède à Bruno Rivierin à la présidence de la Bourse de Montréal.

Économie

Microsoft, le plus grand fabricant de logiciels au monde, verse 130 millions de dollars US en actions aux propriétaires de Sofimage pour faire l'acquisition de la petite entreprise montréalaise d'animation par ordinateur.
Le câblodistributeur américain Viacom fait l'acquisition, au coût de 10 milliards, de Paramount, le dernier grand studio d'Hollywood encore indépendant.
Home Depot acquiert 75 % des actions de Aikenhead's, une filiale du Groupe Molson, et négocie une entente de non-concurrence de dix ans avec Reno-Dépot pour le territoire québécois.
Power Corporation s'associe à la société American Barrick pour faire la prospection de gisements d'or en Chine.

Économie

Une étude évaluée à 10,2 milliards de dollars les pertes dans les contrats préférentiels consentis par Hydro-Québec aux multinationales de l'aluminium.
Hydro-Québec s'entend avec les Inuit et leur versera 555 millions de dollars en 49 ans si le projet de Grande-Baleine se réalise. Les Cris dénoncent l'entente.
Le Groupe Hyundai ferme son usine de Bromont au moins jusqu'en 1995, poussant quelque 800 travailleurs au chômage.
Le groupe aéropatial Martin Marietta rachète l'avionneur Grumman au prix de 1,9 milliard de dollars.
Les producteurs canadiens de bois-d'oeuvre subissent un autre échec devant la Commission américaine du commerce.

Économie

La compagnie Johnson & Johnson annonce qu'elle modernisera son usine de l'Est de Montréal au coût de 50 millions de dollars, mais à la condition que la situation politique reste stable.
On apprend que le projet Hilbernia pourrait coûter 6,2 milliards de dollars, soit un milliard de dollars de plus que prévu.
Les représentants de plus de 100 pays signent à Marrakech un document créant l'Organisation mondiale du commerce et réglemente la tarification mondiale.
American Airlines devient propriétaire à 33 % de Canadian International.
Debut des travaux du chantier SM3 d'Hydro-Québec.
Le constructeur aéronautique Boeing Aircraft dévoile le B-777.

Économie

Hydro-Québec soutient avoir fait le bon choix dans l'affaire Mors Technologies et affirme qu'elle a rompu ses relations avec la compagnie française dès qu'elle a appris que cette dernière avait soudoyé un de ses cadres pour obtenir le contrat.
Hydro-Québec annule à son tour un contrat de 330 millions de dollars avec la New York Power Authority.
Standard Life devient le propriétaire unique d'Ogilvy en rachetant du syndic le groupe d'actions dont elle n'était pas propriétaire.
La Presse annonce en premier que l'autoroute de l'information s'arrêtera dans le Technoparc de Montréal. Le projet est connu sous le nom de « Futurapolis ».

Économie

Le Comité des finances de la Chambre des Communes recommande au ministre des Finances d'améliorer la TPS plutôt que de la remplacer.
Le Cour Suprême du Canada statue que l'harmonisation des taxes de vente fédérale et provinciale serait constitutionnelle si elle devait se concrétiser, comme le souhaitent les gens d'affaires.
Pour la première fois en trois ans, une importante institution financière américaine, en l'occurrence Salomon Brothers, recommande l'achat d'obligations du Québec.
Développement Bromont, de la famille Desourdy, et Club Resort font l'acquisition du centre de ski de Mont-Saint-Anne pour 20 millions de dollars.
Le ministre Christos Sirros de-

Divers

Un séisme d'une magnitude de 6,6 à l'échelle Richter fait 55 morts et 4500 blessés, en plus de causer des dégâts évalués à 30 milliards de dollars, et de laisser sur le pavé pas moins de 20 000 personnes, à Los Angeles.
La famille Barnabé réclame une enquête publique dans l'affaire de brutalité policière impliquant Richard Barnabé. Six policiers sont suspendus sans salaire.
Un homme reconnu coupable d'avoir sodomisé sa belle-fille de neuf ans est condamné à seulement deux ans de prison par le juge Raymond Verreault parce qu'il avait « ménagé sa virginité ». La Couronne en appelle.
La patineuse américaine Nancy Kerrigan est agressée à coups de barre de métal lors d'un attentat.

Divers

Le Canada affiche son meilleur rendement de l'histoire aux Jeux olympiques de Lillehammer avec 13 médailles, dont trois d'or. Les olympioniques canadiens sont Myriam Bédard, double médaillée au biathlon et Jean-Luc Brassard en ski acrobatique.
La GRC effectue à Shelburne, en Nouvelle-Écosse, une saisie de 5385 kg de cocaïne évaluée à 4 milliards de dollars !
Affaire Barnabé : les six policiers inculpés plaident non coupable. Et la Commission de la santé et de la sécurité au travail repousse leur demande d'indemnisation.
Jeff Gillooly plaide coupable à une accusation de complot d'agression contre Nancy Kerri-

Divers

La Cour de l'Ontario condamne un médecin, un hôpital et la Croix-Rouge à verser 500 000 \$ à un patient contaminé par le sida, mais blanchit la Croix-Rouge des accusations de négligence.
Trois pylônes d'Hydro-Québec sont la cible d'attentats, à Saint-Basile et Kahnawake.
Le soldat Elvin Kyle Brown est condamné à cinq ans d'emprisonnement par la Cour martiale, résultat des incidents survenus en Somalie.
Alan Eagleson, le premier président de l'Association des joueurs de la Ligue nationale de hockey, est inculpé d'escroquerie par un grand jury de Boston, au terme d'une enquête de deux ans menée par le FBI.
L'hôpital Saint-Luc reconnaît

Divers

que le docteur Roger Poisson a falsifié une centaine de dossiers relatifs à des cancers du sein dans le cadre d'une étude canado-américaine sur le cancer.
Elvis Stojko gagne le championnat du monde de patinage artistique. Le couple Brasseur-Eisler gagne la médaille de bronze malgré qu'elle ait une côte fracturée.
Trois fabricants de prothèses mammaires acceptent de verser 3,75 milliards de dollars aux « victimes », la plus importante compensation de l'histoire des États-Unis.
La Cour Suprême statue que les manufacturiers de tabac devront se soumettre et imprimer des mises en garde très explicites sur leurs produits.

Divers

Dans le dossier Barnabé, La Presse révèle en premier que, selon le rapport (encore secret) de la Sureté du Québec, Richard Barnabé aurait été sans oxygène pendant sept minutes.
Jacques Beaudoin, l'ex-sous-ministre de la Sécurité publique, accuse l'ex-ministre Sam Elkas d'être le grand responsable des événements d'Oka en faisant preuve d'insouciance. Elkas parle de « règlements de compte ».
L'ex-policeur Allan Gosset est acquitté pour une deuxième fois en six ans. La Couronne décide de ne pas en appeler.
Un Airbus A300 s'écrase au Japon, faisant plus de 250 morts.
Paul Toussier est reconnu coupable de crime contre l'humanité et condamné à la réclusion à vie.

Divers

John Gacy, l'un des plus sinistres tueurs en série de l'histoire des États-Unis avec 33 meurtres de jeunes hommes, est exécuté à la prison de Joliet, dans l'Illinois, après 14 années de pourvois divers.
Le pape Jean-Paul II met un terme à toutes discussions concernant la prétrise des femmes.
On apprend que le nombre de tentatives de meurtre, souverainement liées aux drogues, a augmenté de 30 p. cent en 1993 sur le territoire de la CUM.
Le pédiatre Pierre Gauthier succède à Robert Marier comme président de la Fédération des médecins spécialistes du Québec.
Gérald Larose est réélu président de la CSN pour un septième mandat.

Divers

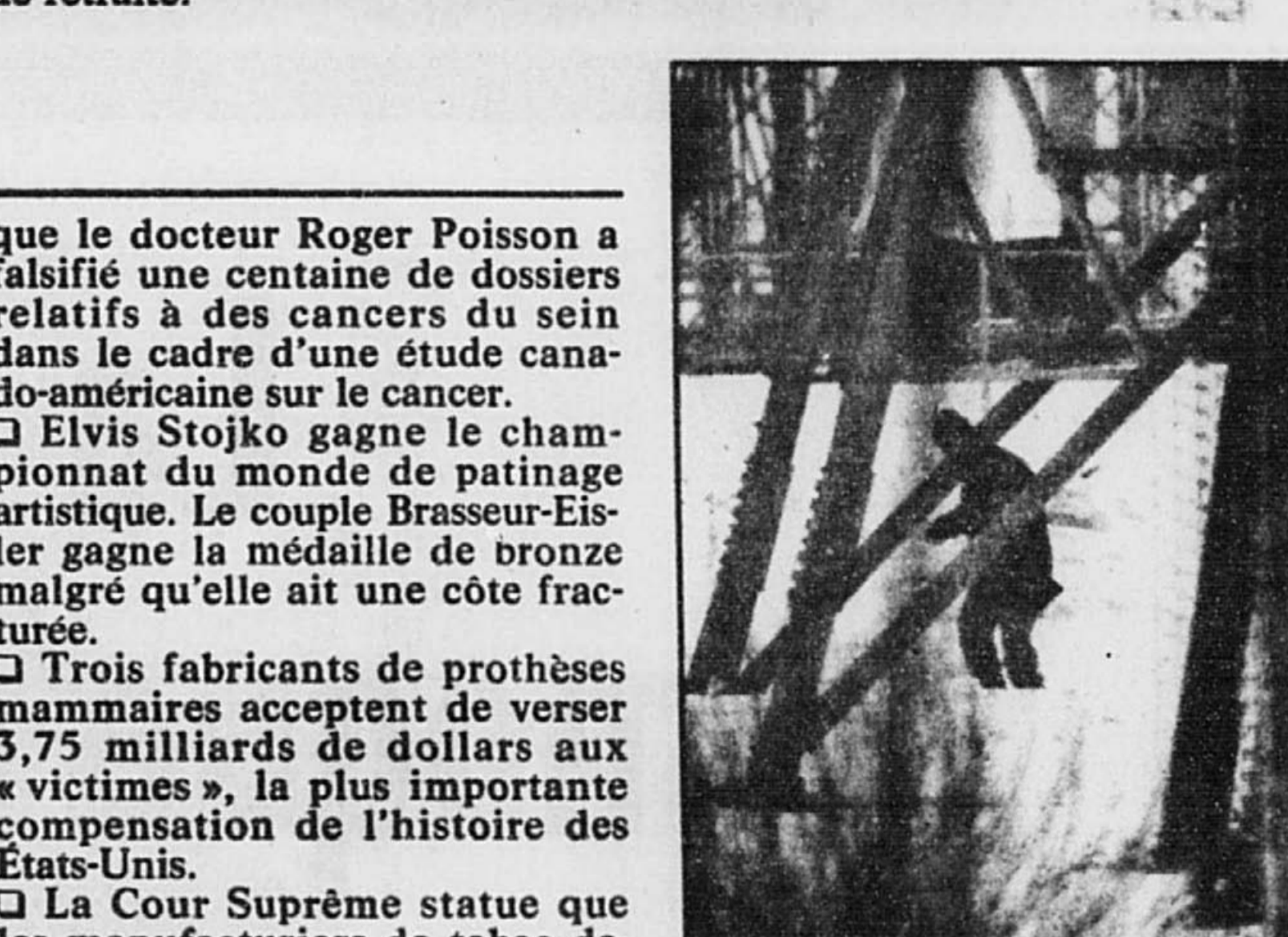
Le comité de déontologie innocente le poète Michel Tremblay, qui avait abattu Marcel Marcell François.
Un avion de l'Armée de l'Air d'Angola tire par accident sur une école et tue 89 enfants.
Les paris hors piste sont une réalité au Québec.
Un séisme engloutit deux villages et fait au moins 250 morts en Colombie.
Un séisme et un raz-de-marée font 171 morts en Indonésie, en plus de causer des dommages très importants.



Le séisme de Los Angeles a atteint 6,6 à l'échelle Richter.



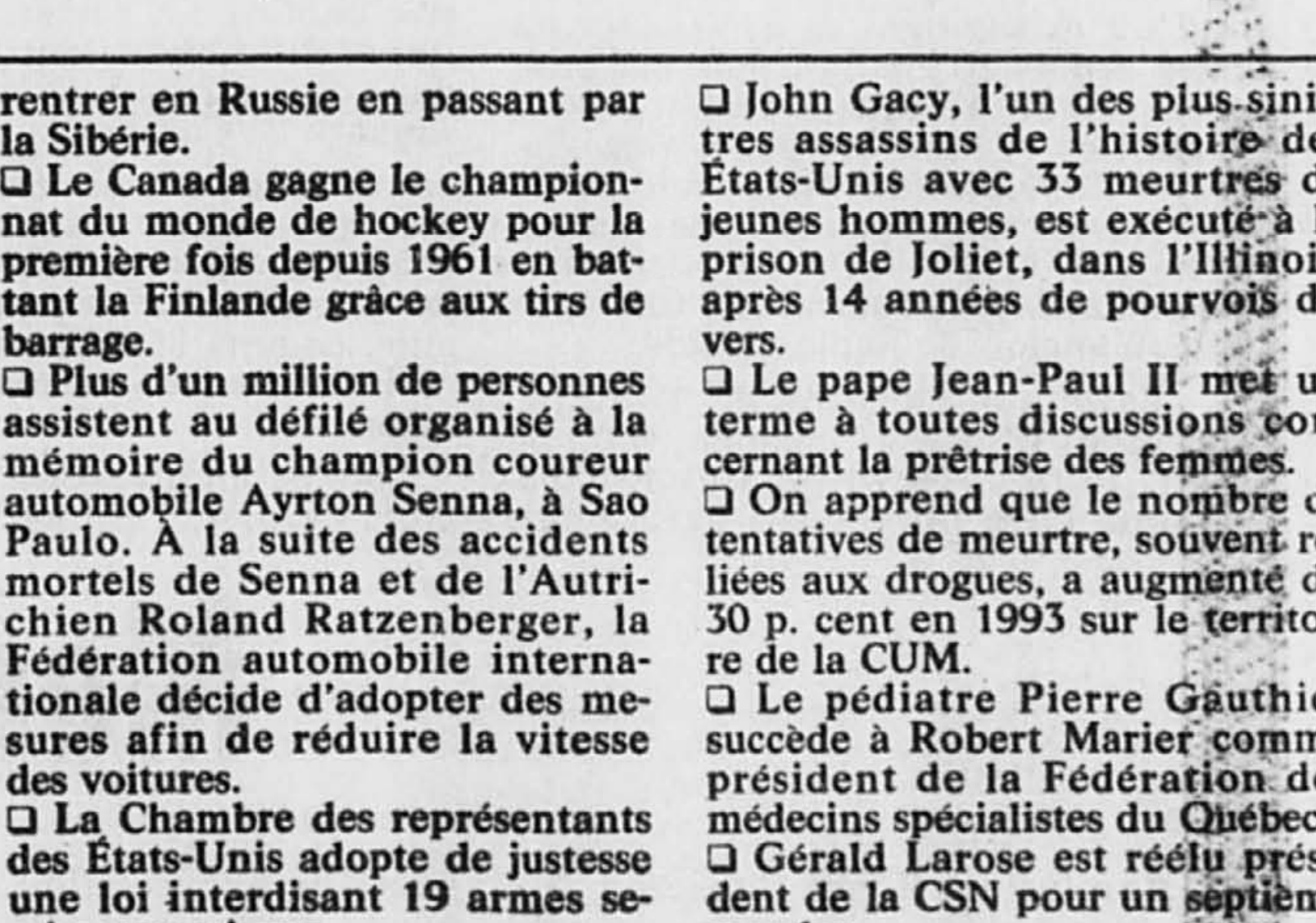
Les rivales Tonya Harding et Nancy Kerrigan.



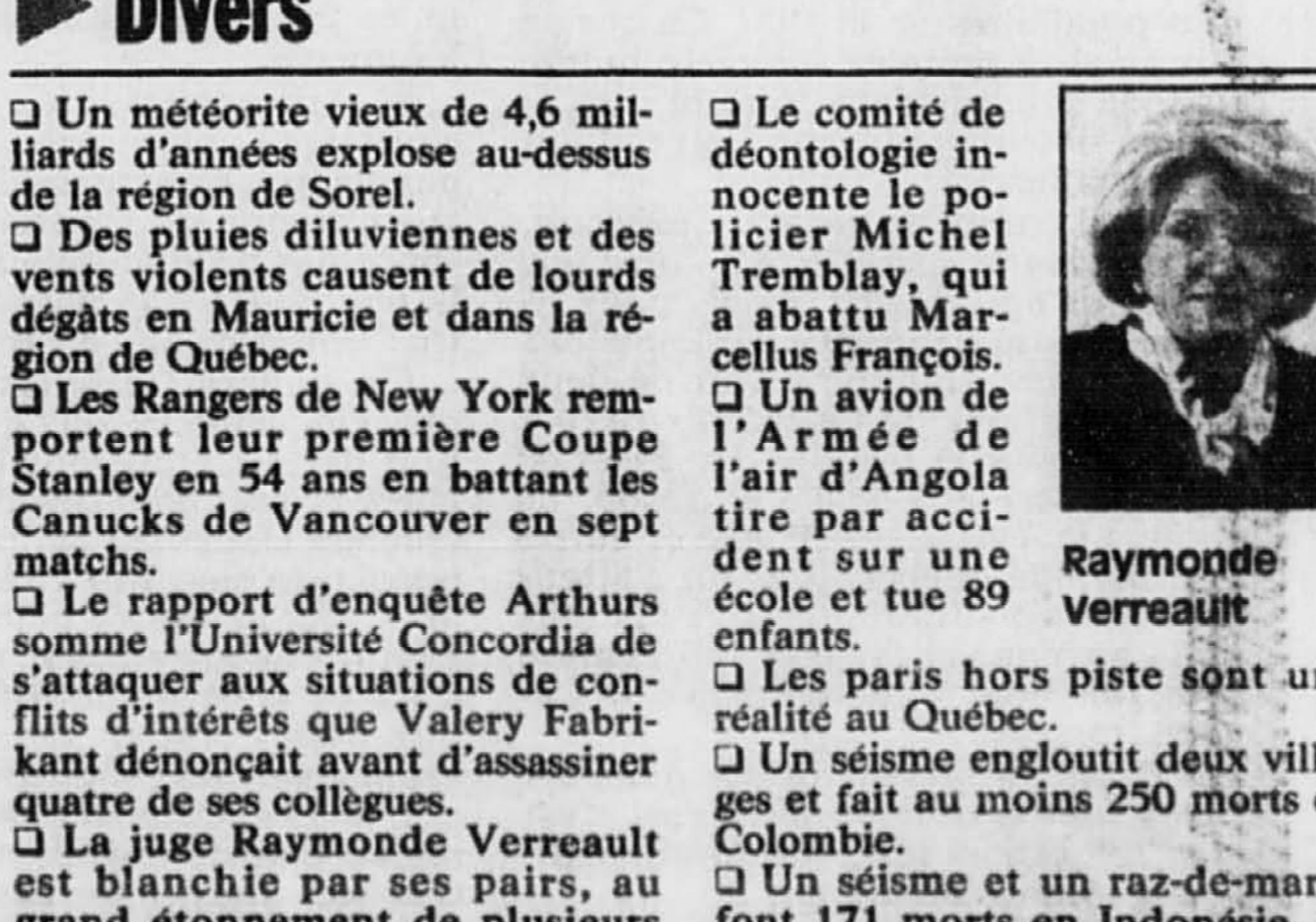
Trois pylônes d'Hydro-Québec ont été sabotés.



La compagnie Johnson & Johnson annonce qu'elle modernisera son usine de l'Est de Montréal au coût de 50 millions de dollars, mais à la condition que la situation politique reste stable.



Patrick Kenniff



Raymond Verreault



Les quatre membres du Royal Canadian Air Farce : Don Ferguson, Luba Goy, John Morgan et Roger Abbott.

La bande des quatre se moque du Canada depuis 20 ans

L'autre CANADA

GÉRALD LEBLANC



« C'est plus difficile mais plus utile que d'enseigner la philosophie », avait dit Doris Lussier, alias Père Gédéon, quand il avait troqué son rôle de professeur d'université contre celui de comique.

S'il vivait encore, le célèbre Beauceron m'aurait sans doute invité à fréquenter les comiques pour saisir le vrai visage du Canada anglais. Qui fait rire en même temps les vieux royalistes de Victoria et les 350 000 Asiatiques de Vancouver, les derniers Wasps et les 500 000 nouveaux Wops de Toronto, les pêcheurs de Terre-Neuve et les pétroliers de Calgary ?

C'est exactement ce qu'essaient de faire depuis 20 ans la bande des quatre (Roger Abbott, Don Ferguson, Luba Goy et John Morgan), avec *The Royal Canadian Air Farce*, une revue des travers canadiens diffusée chaque vendredi, à 19 h 30, par la Canadian Broadcasting Corporation (CBC), le réseau anglais de Radio-Canada.

« Faire une émission de Toronto, qui sera diffusée à Nanaimo, B.C., et à St. John's, Newfoundland, c'est comme faire un show à Paris pour

des auditoires de Stockholm et du Caire », explique John Morgan, acteur et scripteur du *Royal Air Farce*.

« Au Québec ou dans les autres provinces, il existe probablement 250 sommités connues de tout le monde, mais pour l'ensemble du Canada anglais, on compte sur les doigts des deux mains les noms familiers d'un bout à l'autre du pays. Finalement, il ne nous reste que le hockey, CBC et la politique fédérale », ajoute John Morgan.

C'est pourquoi l'on voit souvent les vedettes d'Ottawa (Chrétien, Bouchard, Manning, Copps, Martin...) dans les sketches du *Royal Air Farce*. « Même les premiers ministres provinciaux, à l'exception peut-être de Bob Rae, sont peu connus dans le reste du pays. Si l'on se moque de Michael Harcourt, il faut préciser qu'il est le premier ministre de la Colombie-Britannique. C'est différent bien sûr pour Jacques Parizeau », dit Roger Abbott, qui personnifie le premier ministre québécois autant que le premier ministre canadien.

« Parizeau est facile à imiter. Il suffit de trois petites règles : s'habiller comme un marchand de Paris, parler comme un enseignant de Londres et rire comme un castor avec un dentier », dit Abbott, qui trouve cependant plus difficile de camper le personnage de Chrétien.

« Chrétien est un drôle de bonhomme, qui ne fait aucun effort pour avoir l'air respectable. Il ne cherche pas à ressembler au pdg de la compagnie, comme Mulroney, mais semble ravi d'avoir l'air du maire de Shawinigan. »

Lors de mon passage à Toronto, le mois dernier, l'enregistrement com-

mençait par un sketch sur le voyage de Chrétien en Asie. On le voyait avec une collaboratrice, à bord de l'avion, apprenant à manger avec des baguettes. À la descente de l'appareil, Chrétien se réjouissait de voir autant de gens à l'aéroport : « Ce sont tous des Chinois, on doit être à Shanghai ou Hong Kong », disait Chrétien. « Non ! non ! on refait le plein à Vancouver », répondait son assistante.

À Pékin, on revoyait Chrétien avec deux traducteurs, le premier pour convertir en français ou en anglais le patois du premier ministre et le second pour traduire en chinois. La bande des quatre ne fait pas de cadeaux, ni à Chrétien, ni à Parizeau, ni à Bouchard (l'aristocrate mendiant), ni à Manning (le preacher criard).

Le show de l'enregistrement

L'émission hebdomadaire du vendredi est enregistrée le jeudi soir au studio 42, un charmant petit théâtre de 300 sièges, à la maison de la CBC, au cœur de Toronto, juste en face de la tour du CN et non loin du Skydome des Blue Jays.

On en profite pour amuser le public avec deux musiciens de foire foraine, durant les changements de décor et lors des impairs qui obligent à recommencer le sketch. On y reprend les dossiers chauds de la semaine : lock-out au hockey, contrôle des armes à feu, resserrement de l'immigration, nomination d'un nouveau gouverneur général, arrêt de mort du projet de la baie James...

Cette habitude de jouer devant un vrai public est inscrite dans la longue tradition de la bande des quatre, qui avait l'habitude d'enregistrer à tra-

vers le pays (à Montréal, 2500 Anglo-s'étaient massés au théâtre Saint-Denis lors d'un enregistrement en 1988, quand l'émission n'était diffusée qu'à la radio, le samedi à 10 h 35 sur la bande FM et le dimanche à 13 h 08 sur la bande AM. (À la radio, c'est plus difficile pour un francophone, car sans image, l'humour et la comédie sont les genres les moins accessibles dans une langue autre que la sienne.)

Tout a effectivement commencé à Montréal, où ont grandi Roger Abbott et Don Ferguson, où a étudié Luba Goy et où a d'abord immigré John Morgan, en provenance de la Grande-Bretagne. Abbott et Morgan avaient monté un spectacle à l'ancien *Review Theatre*, angle Maisonnette et Saint-Mathieu, qui avait reçu d'élogieuses critiques.

Invités à Toronto, ils étaient restés à l'affiche pendant sept mois, puis s'étaient adjoint deux autres comédiens, Goy et Ferguson, pour lancer l'émission radio qui dure depuis 21 ans.

« On regardait le *Bye Bye* du Québec et l'on se disait qu'il fallait faire quelque chose à la télé. En 1992, CBC a accepté notre offre de faire une émission spéciale pour les Fêtes et c'est ensuite devenu une émission hebdomadaire », explique Roger Abbott, réalisateur de l'émission avec Don Ferguson, celui qui personnifie Bouchard et Manning.

On vient de lancer une videocassette d'une heure, appelée *Yearbook of The Air Farce*, incluant les meilleurs sketches de 93-94. Ce show d'une heure fournit un bon aperçu du genre de farces qui font rire le Canada anglais, au moins celui d'un certain âge.

John Morgan a maintenant 60 ans

tandis que ses trois compères sont âgés de 48 ans. Leur type d'humour et leur genre de comédie rappellent les Cyniques et Yvon Deschamps plus que RBO et les Bleus Poudre. Les baby-boomers aimeront sans doute *Air Farce*, mais pour la génération X, c'est moins évident.

Avec en moyenne un million d'auditeurs, l'émission télé de *Air Farce* est bien en selle et jouit d'une assez grande liberté pour s'amuser aux dépens des grosses légumes du pays. « On essaie de ne pas se brancher d'un côté ou de l'autre, de maintenir un certain équilibre en se moquant d'un peu tout le monde », dit John Morgan, qui peut compter sur l'appui de deux autres scripteurs pour la préparation des sketches.

Les plus virulentes réactions du public ont touché des imitations de Jean-Paul II (le pape à gogo pour tout, sauf les femmes et les gay), d'Elizabeth (la pauvre mère de Charles et des autres délinquants de la famille royale) et de Ronald Reagan (déjà alzheimer quand il était président des États-Unis).

Luba Goy, une vraie comique qui fait rire sans avoir à ouvrir la bouche, est à l'aise avec Sheila Copps ou Margaret Atwood mais se surpasse dans la personnification de Mme Tout-le-Monde de la rue Kanata. Elle est sublime dans une réclame vantant les mérites du couteau Bobbit, lancé sur le marché après la célèbre affaire du penis sectionné en légitime défense.

Chaque semaine, un sketch ramène la ligue du vieux poêle attablé chez un Monsieur Doughnut, plutôt un Tim Horton au Canada anglais, et réglant les problèmes du Canada autant que ceux du monde. Du grand *Air Farce*, comparable à la *Petite Vie* de Ding et Dong!

Mon pays, c'est les États !

L'émission *Royal Canadian Air Farce* attire en moyenne un million de spectateurs chaque semaine, ce qui la place en huitième position au palmarès des dix émissions les plus populaires de la CBC. Ce qui en fait aussi le premier spectacle humoristique produit dans le reste du Canada à obtenir la faveur d'un million de personnes.

Ce qui étonne le visiteur québécois, c'est moins le succès d'*Air Farce* que le peu de spectateurs requis pour figurer dans le « top 10 » des émissions canadiennes. Habitué à voir de deux à trois millions de Québécois rivaux à leur télé pour le *Bye Bye*, *Les Filles de Caleb*, *Lance et Compte* et *Scoop*, *La Petite Vie*, *Chambres en ville* et autres productions québécoises, on s'attendrait à des auditoires de six à dix millions au Canada anglais, qui compte trois fois plus d'habitants que le Canada français.

S'il est un secteur où les deux sociétés sont carrément distinctes, c'est bien celui de la télé, la nouvelle Église des sociétés modernes.

Cet été, Tony Atherton, le chroni-

queur de télévision du quotidien *Ottawa Citizen*, s'était offert une semaine d'immersion dans la télévision québécoise. Son reportage d'une rare qualité, paru le 23 juillet, était intitulé, en français, « Mon pays, c'est le téléroman ».

Si Atherton avait été surpris de constater la place prise à la télé d'ici par les téléromans québécois, je fus aussi étonné de constater l'omniprésence des productions américaines à la télé du Canada anglais. D'où le titre : « Mon pays, c'est les États ! »

On pourrait aligner des chiffres plus éloquentes les uns que les autres : huit des dix émissions les plus populaires proviennent des États-Unis (au Québec 18 des 20 émissions les plus populaires sont des productions locales) ; aux heures de pointe (de 19 h à 22 h) les deux réseaux commerciaux, CTV et Global, ne diffusent à peu près aucun produit canadien. Seule à promouvoir les productions canadiennes, la CBC est plus durement contestée au Canada anglais que la SRC au Québec. Malgré un bassin potentiel trois fois plus grand, le réseau anglais

de Radio-Canada n'attire pas plus de spectateurs que son homologue francophone. Dans un univers où la cote d'écoute fait loi, c'est un argument de poids pour ceux qui veulent couper les vivres à la télévision d'État.

Deux télé, deux sociétés

À part les soirées d'élections et les séries éliminatoires de la Coupe Stanley ou du baseball depuis l'arrivée des Blue Jays, ce sont les grands shows américains qui rassemblent l'auditoire canadien d'un océan à l'autre. C'est en regardant les Américains que les Canadiens anglais forment une grande famille devant le petit écran.

Il suffit de comparer TV-Hebdo de Montréal, qui nous parle de Blanche-Tintin-Pôpa-Dodo-Mongrain-Lamarche-Bradwaite, au TV-Guide de Toronto, qui révèle de nouveaux secrets sur la vie intime de Bridges-Cosby-Letterman-Opra-Leno-Arsenio et autres grandes stars américaines.

À la fin des années 80, Ottawa avait institué une commission royale d'enquête sur la télé, présidée par les

professeurs Florian Sauvageau et Gerald Caplan, qui furent tous deux renversés par les différences entre les deux sociétés.

« On s'est rendu compte, en gros, d'une proportion inverse : au Québec, 80-20 en faveur des productions locales et au Canada 80-20 pour les productions étrangères. Les choses ont peu changé depuis le rapport de notre commission. »

« La langue fait certainement une grosse différence, mais il y a aussi une habitude qui s'est établie au cours des ans. Lors de l'apparition des stations privées, la pression au Québec fut assez forte pour les forcer à suivre la route des productions locales. Au Canada anglais, l'achat d'émissions américaines, déjà en anglais et beaucoup moins chères que les productions locales, est devenu une règle que rien ne semble devoir infléchir dans un avenir prévisible. »

« Ce qui laisse le Canada anglais sans beaucoup de liens nationaux », conclut le professeur Caplan.

La poule ou l'oeuf ? Est-ce la télé qui a dilué l'identité du Canada an-

glais ou est-ce le type de société du Canada anglais, multiethnique et dispersée sur une moitié de continent, qui a produit une télé si peu canadienne ?

Peu importe la réponse, il faut tenir compte de la différence fondamentale de télé (avec l'école, la seule source véritable de conscience et d'identité nationales) qui façonne l'imaginaire du Québec et du Canada anglais.

La génération X du Québec se rapproche peut-être de son homologue canadienne-anglaise, mais les baby-boomers, encore au pouvoir pour quelques lustres, n'ont pas entendu le même tambour au Québec et dans le Canada anglais.

Au-delà de la langue, les mots et les images véhiculés ne réfèrent pas au même univers, n'évoquent pas les mêmes états d'âme, ne nourrissent pas les mêmes aspirations nationales.

Un dialogue de sourd entre deux télé aussi différentes !

La semaine prochaine : Peter Newman et le fossé de 71

La famille de l'avenir

Durant les 30 dernières années, une véritable révolution sociale a bouleversé la famille. Du jour au lendemain, on est passé du modèle traditionnel à une multiplicité de modèles : monoparental, recomposé, biparental, etc. A-t-on enfin atteint un plateau ? Verra-t-on d'autres bouleversements ? Quelle forme prendra la famille de demain ? Pour voir ce que nous réserve l'avenir en cette fin de l'Année internationale de la famille, *La Presse* a interrogé divers spécialistes ; tout en précisant que l'exercice n'avait rien de scientifique, ceux-ci ont accepté de livrer leurs visions de l'avenir.



PHOTO ROBERT SKINNER, La Presse

Si la famille « traditionnelle » n'est plus majoritaire, elle demeure la famille idéale dans l'imaginaire des gens. C'est peut-être à cette famille de demain que rêvent autour de cette table du réveillon grand-papa Pierre-Luc, grand-maman Evelynne, le petit Maxime (3 ans) et ses « parents » Audrey et Jean-Simon qui encadrent leur petite dernière dans sa chaise haute.

Les parents vont reprendre le pouvoir



LILIANNE LACROIX

« **D**epuis l'arrivée des femmes sur le marché du travail, on a assisté à un bouleversement qui a transformé la société. Pendant les prochaines années, on assistera à une évolution des mentalités ; cette évolution affectera la réalité des familles et entraînera une réorganisation sociale en profondeur. »

Directeur de l'Institut de formation et d'aide communautaire à l'enfant et à la famille (IFACEF), thérapeute familial et psycho-éducateur, M. Benoît Clotteau voit avec confiance l'avenir de la famille.

« Au fur et à mesure que les rôles se précisent, dit-il, on reconnaîtra que le père peut bien jouer son rôle de parent et le nombre de parents masculins ira augmentant. Quant à la

société (qu'il s'agisse des garderies, du monde du travail, de l'école...), elle devra permettre aux deux parents d'assumer leur rôle auprès de leurs enfants. Peu en peu, on en vient à un système plus communautaire d'aide à la famille. »

La culpabilité exagérée ressentie par les parents qui travaillent et qui n'osent même plus se permettre de loisirs ensemble, tombera si le tissu communautaire devient plus fort : « Les parents vont reprendre le pouvoir », annonce le spécialiste.

Alors qu'on a vécu le règne de l'enfant-roi, les familles vont enfin réussir à prendre en charge les besoins de chacun, pas seulement ceux de l'enfant.

« On a eu des parents rigides, autoritaires obéissant à des règles religieuses souveraines, dit M. Clotteau. On y a réagi en tombant dans la génération du parent-copain qui laissait trop de place à l'enfant. On a fabriqué de petits monstres qui deviennent des nouilles à la première frustration. Comme on a toujours accédé à leurs

désirs, ils n'ont jamais appris à se confronter. »

A son avis, la famille redeviendra ce lieu d'échange où on s'aime, où on s'épaule mais aussi où on apprend à discuter avant d'affronter l'extérieur. « On a oublié qu'agressivité et violence n'étaient pas synonymes, déclare M. Clotteau. Au contraire, la confrontation est indispensable dans la famille et c'est quand on la supprime que la violence s'exprime. Les enfants ont besoin d'apprendre à se confronter comme du monde sans faire la guerre pour autant. J'espère seulement que la balance n'ira pas trop loin dans le sens contraire et qu'on ne retombera pas, pour éviter la permissivité excessive, dans l'excès de la sévérité à outrance. »

Devant les pressions sociales et aussi les besoins de la famille, le gouvernement n'aura guère le choix : il devra mettre la famille au cœur de ses préoccupations : « Ce mouvement va d'abord partir du monde du travail à cause de la présence de plus en plus importante des femmes qui en feront un objectif incontournable. »

Pendant ce temps, le rôle de support et de conseil du grand-parent s'accroîtra. « On redécouvre la famille inter-générationnelle et surtout les générations plus âgées », dit M. Clotteau. A l'autre bout de l'échelle, les étapes de l'enfance continueront d'être fractionnées : « L'enfance est de plus en plus étendue. La gestation des adultes est de plus en plus longue. »

Alors que le niveau de vie n'a jamais été aussi élevé, paradoxalement, la société n'a jamais été aussi inquiète... parce que beaucoup mieux informée, des problèmes d'écologie, de conflits dans le monde, du taux de suicide... Cette perception ne peut que teinter la réalité des familles. Familles recomposées, familles monoparentales ou biparentales : quelle que soit la composition de la famille, le sentiment d'appartenance à un groupe restreint demeurera, comme de tout temps, le fil conducteur. « La forme change, mais ce sentiment d'appartenance, c'est ce qui fait la base de la famille et ça ne changera pas. »

Guerre à la pauvreté !

« **S**i on continue à négliger les problèmes de pauvreté, on ne pourra éviter une augmentation de la violence et de la négligence envers les enfants. Si les gens ne prennent pas conscience de ce danger et qu'ils croient que tous les problèmes seront réglés par les travailleurs sociaux et les psychologues, ils se trompent... »

Psychologue, auteur du rapport *Un Québec fou de ses enfants*, M. Camil Bouchard refuse de parler de La Famille : pour lui, au-delà des différentes formes familiales, il y a véritablement deux types de familles : les familles pour qui tout va relativement bien et les autres, celles des laissés-pour-compte.

« Aux États-Unis, où les phénomènes sociaux semblent toujours avoir une quinzaine d'années d'avance sur ceux du Canada, on a assisté à une augmentation de 6 p. cent des cas de violence dans les familles. Si les familles continuent à être soumises à des stress ou à des injustices qu'elles ne peuvent affronter, si les écarts entre pauvres et riches continuent de s'élargir, on ne pourra pas éviter la violence. Malheureusement, les gouvernements se sont toujours montrés très négligents là-dessus. »

« Si l'on a des craintes pour l'avenir, M. Bouchard entrevoit aussi des améliorations : « Père et mère deviendront plus complices. C'est sur le plan de la famille et des revendications du rôle parental dans les milieux de travail que les hommes et les femmes trouveront leur terrain d'entente. Les structures sociales d'adaptation n'ont pas encore suivi les changements fondamentaux qu'ont subi les familles et les parents feront pression pour que ça change et que tout s'harmonise. »

Pour lui, l'ère des conflits hommes-femmes est dépassée : « La connivence, la complicité seront plus fortes que les conflits. » Selon le chercheur, c'est à ce changement dans les institutions qu'hommes et femmes consacreront leurs efforts durant les prochaines années. Ecoles et parents commencent à réaliser qu'ils ont besoin l'un de l'autre comme des partenaires indispensables. Quant aux patrons, ils réalisent que le stress, l'épuisement et la déprime des parents se reflètent sur la production et la qualité de travail. »

Mais ces enfants qui ont souffert de l'absence de leurs parents risquent fort de devenir encombrants pour leurs rejets : « Les enfants revendiquent la présence des parents à la maison. Ils ne savent pas combien c'est fatigant, des parents à la maison. Pour ne pas commettre les mêmes erreurs que leurs parents, ces enfants devenus adultes risquent fort d'être bien fatigués pour leurs rejets... »

Familles plus colorées, plus diversifiées, moins prévisibles aussi, il faudra être attentifs aux besoins de chacun pour éviter les problèmes sociaux.

Pour lui, la montée de l'entraide sociale avec la création d'organismes comme « La Fondation de la Visite », « Grands-Mères Caresses », etc. exprime la volonté de la société de fournir un apport communautaire à la famille. « Il y a une véritable préoccupation pour dire que les membres de la famille ne sont plus les uniques responsables de leur bien-être. Un signe encourageant. A condition que cela ne reste pas seulement un discours ! »

Les baby-boomers bientôt grands-parents

« **A**u moment où les baby-boomers s'approchent du troisième âge, toute la société s'apprête à vivre à l'heure des grands-parents. Il y a 10 ans, alors que les baby-boomers avaient des tout-petits, on parlait des enfants en garderie ; aujourd'hui, on parle des ados. Dans quelques années, on va tripper grand-parent. Habités de prendre toute la place, les baby-boomers vont continuer de le faire jusque dans la tombe. »

S'il considère que les baby-boomers vont toujours tenir le haut du pavé, M. Richard Cloutier, du Centre de recherche sur les services communautaires de l'Université Laval, entrevoit

tout de même une évolution sociale qui devrait marquer la prochaine génération de familles.

« On en a terminé avec les grands bouleversements en ce domaine, dit M. Cloutier. Il est probable que les familles de demain ressembleront fort à celles que l'on a maintenant. Finis les changements draconiens ; on assistera plutôt à la valorisation de la continuité plutôt qu'à celle des projets individuels. Après le « Pense d'abord à toi », on verra un retour à des valeurs communautaires. Les gens qui pensaient trouver le bonheur en claquant la porte ont réalisé que leur bonheur dépend aussi de ce qu'ils font vivre aux autres. » « Les jeunes qui ont

vécu la séparation parentale sont particulièrement éloquentes pour dénoncer le culte de l'égoïsme égocentrique. Tandis qu'on commence à observer des indicateurs de stabilité conjugale, les pères, quant à eux, sont de plus en plus convaincus de prendre leur place et de faire leur job. »

Auteur d'une importante étude sur les ados et leurs modes de vie, M. Cloutier et son équipe découvriraient que 87 p. cent des jeunes désirent des enfants. « Si on réussissait à mieux les équiper, ils n'hésiteraient sans doute pas. »

C'est ici que le gouvernement doit jouer un rôle indispensable : « Il y a maintenant un consensus : la famille

a été malmenée et on ne peut plus prendre pour acquise. Les politiciens, de plus en plus, jouent la carte de la famille. Mais entre les discours et le passage à l'acte, il y a une marge... »

Ce passage est toutefois quasiment inévitable, dit le chercheur : « Ceux qui coûtent le plus cher viennent souvent de familles déficientes. Tous les rapports vont dans ce sens. Protéger la famille va alors devenir une stratégie de survie sociale. »

« Si on y arrive, s'il y a une évolution dans le sens de ces souhaits, conclut-il, on aura une famille mieux protégée, moins improvisée, plus forte, somme toute meilleure que ce qu'on a maintenant. »

La famille stable, une exception historique

« **L**a famille d'après-guerre n'est peut-être plus le modèle le plus courant, mais celui-ci demeure toujours dans l'imaginaire des gens comme l'idéal à atteindre. La famille de cette époque était plus stable ; on vivait des années de prospérité, l'avenir était prometteur. Ce qu'on oublie, quand on fait des comparaisons avec la famille d'aujourd'hui, c'est qu'il s'agit d'une exception historique qui ne se répètera jamais. »

Pour l'anthropologue René Dandurand, de l'Institut national de recherche scientifique, cette famille idéale est loin d'être la famille historique « normale ».

« Avant cette époque, les familles étaient décimées non pas par les séparations et les divorces, mais par les veuvages précoces, par la mortalité infantile, par les guerres... La famille d'après-guerre, c'est l'heureuse exception de l'Histoire. Malheureusement, l'Histoire ne repasse pas les plats. Plutôt que de ressembler à cette famille idéale, la famille de demain sera tout simplement dans la foulée de celle d'aujourd'hui, multiforme,

non seulement dans sa constitution mais aussi selon les milieux sociaux et ethniques. La plupart des enfants vivront au moins une séquence de monoparentalité. On en a bien fini avec le modèle unique. »

La parenté continuera d'être plus étendue que les liens biologiques : « Le chum de la mère continuera à faire partie de la 'famille' de l'enfant. Après tout, la famille ne peut pas être un refuge différent de ce qu'est la société ambiante. La société est fragmentée, on ne peut pas espérer que la famille sera autre. »

À son avis, la famille demeurera un lieu très significatif et unique, un lieu d'ancrage des individus : « C'est peut-être la seule place où chacun sera considéré dans sa globalité, pas seulement comme travailleur, comme bénéficiaire, etc, mais comme personne entière. »

Avec le clivage des âges, ce sera aussi sans doute le seul endroit où les enfants auront leur chance de rencontrer des vieux. « Mais on s'illusionne si on pense que la famille peut être harmonieuse. »

Mme Dandurand entrevoit deux scénarios pour l'avenir : « Dans un premier scénario, on pourrait assister à une tendance à la féminisation de la responsabilité des enfants qui irait grandissante avec la monoparentalité déjà vécue par 21 p. cent des familles. Un deuxième scénario est possible, plus intéressant mais qui suppose une équité salariale entre les sexes et un meilleur partage des responsabilités hommes-femmes. Dans ce cas-ci, il faudrait que le monde du travail se préoccupe des responsabilités familiales des gens. Sinon, la famille, tassée dans le coin, périlitera. Si on continue à demander à de jeunes avocats de travailler 72 heures par semaine, si un grand nombre de travailleurs de la santé demeurent sur appel, comment pourront-ils espérer une vie familiale de qualité ? »

Le clivage social est de plus en plus évident. D'un côté, les travailleurs qualifiés, bien payés, dont l'emploi est stable. De l'autre, l'emploi précaire, mal payé, les horaires irréguliers, le temps partiel ou carrément le chômage et l'assistance sociale. « Ce qui manque à Outremont, c'est du

temps ; ce qui manque ailleurs, c'est de l'argent. » Pour aider les familles, on doit résoudre les problèmes des uns et des autres.

« On a la réforme Axworthy sous le nez. Va-t-on accabler davantage des familles que l'on dit fragiles et les femmes qui font déjà double emploi ? Si l'État se retire, va-t-on être capables de créer d'autres lieux collectifs ? »

Elle croit que les personnes âgées vont prendre plus de place dans les familles mais pas autant qu'en France où elles assument de façon régulière une grande part des responsabilités : « Les grands-parents tiennent à leur indépendance. Ils seront prêts à aider, mais pas de façon régulière. »

Les jeunes filles veulent être mères mais comptent demeurer actives. Quant aux garçons, ils sont presque tous d'accord avec cette vision. Comme ils représentent la première cohorte à avoir vu leurs parents divorcer en masse, comme ils en ont souffert, ils voudront faire autrement : « Mais y réussiront-ils vraiment ? » se demande Mme Dandurand.

Le pétrole, l'argent et le pouvoir en l'an 2025

JOSEPH STANISLAW
ET DANIEL YERGIN

Joseph Stanislaw est le directeur de Cambridge Energy Research Associates (CERA) aux États-Unis. Daniel Yergin est le président de CERA. Il est l'auteur du « Prix » et le coauteur « Russia 2010 — and What it Means to The World ». Ce texte a été rédigé pour le réseau World Media qui regroupe une trentaine de quotidiens dont LA PRESSE.

D'une manière ou d'une autre, le pétrole a été « l'enjeu » essentiel pendant une partie du XX^e siècle. La crise du Golfe a, une fois de plus, démontré que le pétrole est un élément central de l'équilibre mondial du pouvoir. Contrairement à ce que pensent certains, l'importance du pétrole devrait continuer à se manifester au XXI^e siècle.

Sur un plan purement économique, le pétrole est très concurrentiel. En termes réels, son prix — sans tenir compte des taxes gouvernementales importantes — est moins élevé aujourd'hui qu'il ne l'était en octobre 1973, lors de la première crise pétrolière. Les nombreuses

énergies de substitution — l'énergie solaire, l'huile de schiste — se sont révélées techniquement plus difficiles à produire, et plus coûteuses, jusqu'à présent, que le pétrole. Dans de nombreux pays, le développement de l'énergie nucléaire a ralenti. L'économie d'énergie est la seule politique qui ait tenu ses promesses. Elle a même dépassé toutes les espérances. Les nations industrielles économisent actuellement plus d'énergie qu'il y a vingt ans, et elles ont de fortes chances d'être encore plus économes au XXI^e siècle.

De plus, l'utilisation de nouvelles technologies, la prospection de nouveaux gisements et des recherches plus poussées dans des pays comme l'Arabie Saoudite permettent d'estimer que les réserves de pétrole sont aujourd'hui deux fois plus importantes qu'on ne le pensait en 1973.

Le pétrole contre le gaz

Le gaz naturel sera le principal concurrent du pétrole au XXI^e siècle. Nous devrions assister à une augmentation considérable de l'utilisation et du commerce international du gaz naturel, notamment dans le domaine de la production d'électricité. Les hydrocarbures

continueront donc d'être la principale source d'énergie mondiale.

« La troisième vague écologique » pourrait seule changer cette nouvelle donne. Les questions écologiques ont remplacé les notions de « prix » et de « sécurité » comme forces motrices de changement du système actuel. De nombreuses nations et notamment celles qui constituent l'Union européenne débattent de la création de « taxes vertes » et dans le même temps certains gouvernements mettent l'accent sur la recherche et le développement de nouvelles sources d'énergie. L'éventualité d'une « surprise technologique » bouleversant le paysage mondial de l'énergie est toujours envisageable. Mais il est extrêmement difficile de l'identifier aujourd'hui, compte tenu des réalités économiques.

Les nouveaux « Enjeux »

Deux nouveaux « Enjeux » feront l'objet d'une grande concurrence au XXI^e siècle dans un mélange de coopération et de discord. Tous deux sont les fruits des récents bouleversements des relations internationales.

Les gisements de pétrole et de gaz en Russie et dans les autres nations de l'ex-

Union soviétique constituent le premier « Enjeu », le deuxième étant lié à la forte croissance de la demande énergétique en Asie.

De ces deux enjeux dépendent non seulement l'avenir de l'industrie énergétique mondiale, mais aussi la réhabilitation de l'économie russe puisque le pétrole et le gaz rapportent à ce pays la moitié de ses revenus en devises. Le pétrole sera donc l'élément essentiel qui permettra à la Russie de retrouver sa place de grande puissance mondiale.

Au cours des dernières années, les barrières érigées par la révolution bolchevique ayant disparu, l'utilisation de technologies occidentales a permis de tripler les ressources pétrolières d'une région qui pourrait bien devenir « l'Arabie Saoudite du gaz naturel ».

Dans le même temps, la production de pétrole russe s'est effondrée de près de moitié, passant de 11,5 millions de barils par jour (mbj) à moins de 6,5 mbj. Les exportations ne se sont pas affaïssées, mais la demande nationale des pays de l'ex-Union Soviétique peuvent devenir le principal acteur du marché pétrolier et continuer à être une des forces dominantes dans le secteur du gaz naturel. Mais la remise en état de

leur industrie exigera des sommes énormes — peut être plus de 100 milliards de dollars — ainsi que l'utilisation de nouvelles technologies.

Les Japonais ne se sont encore guère intéressés au pétrole russe. Mais quand la différenciation des îles Kouriles sera réglée, la complémentarité des intérêts russes et japonais s'affirmera. Une coopération entre les deux pays renforcerait leur position internationale, la Russie obtenant les capitaux dont elle a besoin, et le Japon réduisant sa vulnérabilité en matière énergétique — une de ses principales préoccupations depuis 60 ans.

Une telle probabilité soulève le problème du second « Enjeu » pétrolier du XXI^e siècle : la croissance persistante de la demande en Asie. Cette croissance résulte d'une série de miracles économiques, culminant avec le boom économique chinois déclenché par l'effondrement de l'idéologie et du système maoïste. La demande en pétrole et en énergie progresse par bonds successifs, avec pour moteur la croissance économique, et le miracle chinois pourrait bien dépasser tout ce qui l'a précédé. On estime que la demande asiatique en produits pétroliers augmentera d'au moins 5 mbj au cours de cette décennie.

ESTÉE LAUDER

Le moment est venu de tout révéler sur une nouvelle découverte conçue pour la peau surexposée.

Estée Lauder présente le Complexe texturant pour les mains et la poitrine

Revelation.

Trop de soleil.
Trop de négligence.
Trop d'agents irritants.
Mais aujourd'hui
Revelation a la solution.

Ce complexe remarquable aide à éliminer les signes visibles des effets nocifs du soleil sur la peau mince et fragile de vos mains et de votre poitrine. Vous constaterez une amélioration de 43% de l'uniformité de la coloration et une diminution des irrégularités pouvant atteindre 50%.

Le nouveau Complexe texturant pour les mains et la poitrine Revelation d'Estée Lauder, 75 \$. A découvrir dès aujourd'hui au comptoir Estée Lauder. Votre peau se révélera dans tout l'éclat de sa beauté.

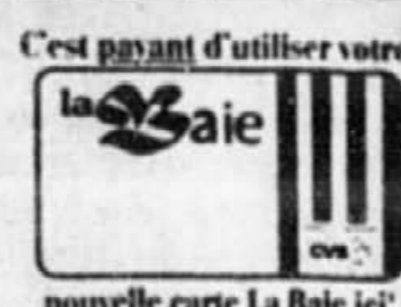


Découvrez les bienfaits des produits de soins de la peau Estée Lauder les plus évolués à l'aide de la trousse « Soins de la peau express ». Ce superbe sac de voyage contient neuf articles. Pour la peau normale à sèche et normale à grasse.

Profitez de l'occasion pour essayer ces petites merveilles :

- Complexe reactivant triple action Fruition
- Autobronzant pour le visage SuperTan
- Demaquillant mousse rincable à l'eau Splash Away

Rendez-vous au comptoir Estée Lauder du magasin La Baie, où la trousse « Soins de la peau express » est maintenant offerte au prix irrésistible de 32,50 \$ à l'achat de tout produit Estée Lauder.



LA BAIE

Compagnie de la Baie d'Hudson

JOLIMENT AVANTAGEUX !